

DOSSIER

CÔTE D'IVOIRE EN ALLANT VERS DEMAIN



À l'horizon 2030,
LES OBJECTIFS SONT AMBITIEUX.
Il s'agit de doubler la richesse du pays.
Et d'entamer un profond processus
de modernisation, aussi bien pour l'État
que pour le secteur privé et les citoyens !

par Zyad Limam

La réussite de demain
passe aussi par l'éducation
et la formation de la jeunesse.
Ici, à Gabiadji,
dans l'ouest.



Façons un saut en avant, d'une dizaine d'années, dans la Côte d'Ivoire de 2030. La population du pays avoisinera alors près de 34 millions d'habitants (au lieu de 28 millions aujourd'hui). Avec une grande majorité de jeunes de moins de 30 ans. Abidjan comptera aux alentours de 8 millions d'habitants, s'imposant plus encore comme l'une des cités majeures du continent, une ville particulièrement cosmopolite et métissée. En 2030, si tout se passe comme prévu, «*according to plan*» comme disent les Anglo-Saxons, la richesse du pays aura de nouveau doublé (par rapport à la décennie 2011-2020), pour atteindre un produit intérieur brut (PIB) au-dessus de 90 milliards de dollars. Avec un revenu par habitant qui pourrait tendre vers les 4000 dollars. Le pays devrait maintenir un rythme de croissance de 7 % par an sur la période, restant dans le peloton des 10 économies les plus dynamiques du monde. En 2030, la Côte d'Ivoire deviendrait alors un pays intermédiaire à revenu supérieur, avec une majorité de la population s'inscrivant dans ce que l'on appelle les classes moyennes. L'économie, dopée par les investissements, aura pu créer 8 millions d'emplois supplémentaires, absorbant une grande partie du choc démographique. La pauvreté serait divisée par deux pour descendre en dessous de 20 % de la population, impactant positivement la vie de millions d'Ivoiriens. Des Ivoiriens qui vivront, en moyenne, dix ans de plus, avec une espérance de vie de 67 ans.

Ce scénario est inscrit dans la Vision 2030, la matrice stratégique définie par le président Alassane Ouattara lors de la campagne présidentielle d'octobre 2020. Ce scénario est aussi le résultat des objectifs fixés par le nouveau Plan national de développement (PND) qui couvre la période 2021-2025 et qui prévoit un budget de 105 milliards de dollars d'investissements ! Les chiffres sont assez impressionnants et, dans ce contexte incertain et pandémique, cette foi en l'avenir pourrait paraître très optimiste. Pourtant, cette ambition n'est pas hors de portée pour le gouvernement du Premier ministre Patrick Achi.

Le projet s'appuie tout d'abord sur une dynamique forte. On ne part pas de zéro. La décennie 2011-2021 aura été celle de tous les records. Selon le think tank britannique Legatum Institute, la Côte d'Ivoire est le pays au monde qui a enregistré la plus forte croissance de sa prospérité sur les dix dernières années. Sur le plan macroéconomique, les chiffres sont assez clairs, avec un taux de croissance moyen de 8 % sur la période 2012-2019, un budget de l'État multiplié par trois entre 2011 et 2020 et le volume global des investissements par sept. En moins de dix ans, le PIB par habitant a doublé, faisant de la Côte d'Ivoire l'un des tout premiers pays d'Afrique (hors États pétroliers

et Afrique du Sud). Elle sait également se montrer résiliente face à la pandémie du Covid-19, maintenant une croissance positive en 2020 et visant un taux final de 6,5 % pour 2021.

Le pays peut compter sur une économie déjà relativement diversifiée, dopée par d'importants investissements dans les infrastructures et la compétitivité, avec un secteur agro-industriel performant (cacao, anacarde, banane, caoutchouc...), des services en pleine croissance. Géographiquement, la Côte d'Ivoire s'impose comme la porte d'entrée de la sous-région. Son réseau routier, qui s'oriente progressivement vers les «*intérieurs*», représente 50 % de celui de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Le pays dispose d'une façade maritime sur le golfe de Guinée de près de 500 kilomètres, et de deux ports majeurs. Celui de San Pedro, leader dans le secteur du cacao. Et celui d'Abidjan, dont la modernisation s'est encore accélérée avec un nouveau quai en eau profonde et un second terminal à conteneurs. Malgré les limites et les contraintes, illustrées ces derniers mois par les délestages, le pays constitue encore la principale source d'énergie pour toute la région. Et la mise à niveau du secteur se fait à marche forcée. Cette plate-forme Côte d'Ivoire s'adresse à un double marché (outre son potentiel intérieur) : l'UEMOA, qui compte près de 130 millions d'habitants avec une monnaie unique et stable, et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec plus de 400 millions d'habitants.

Pour tenir le cap fixé par le président Ouattara, tenir les objectifs du PND et de la Vision 2030, pour relever le défi des opportunités, l'approche ivoirienne s'appuie sur deux axes prioritaires.

MODERNISATION, EFFICACITÉ

La première marche, c'est le développement du secteur privé national (et aussi international via l'investissement direct extérieur).

C'est le cœur du PND et de sa réussite. Sur les 105 milliards de dollars prévus, plus de 75 milliards doivent provenir de ces entreprises, devenues des moteurs privilégiés de la croissance. L'initiative privée doit prendre le relais de l'émergence. Avec un objectif de 75 % de l'investissement total en 2025. C'est le secteur privé qui doit assumer la création d'emplois pour faire face à la vague démographique et mobiliser les énergies d'une jeunesse nombreuse. C'est du secteur privé que doivent venir les gains de productivité et de créativité avec, comme objectif, d'augmenter la part de valeur ivoirienne dans des filières de produits mondialisés. Produire en Côte d'Ivoire, promouvoir le made in Côte d'Ivoire devient une mission nationale. Cap donc

Il faudra créer des « champions nationaux », capables de viser haut, d'être en concurrence, d'investir sur le long terme.



Le président de la République Alassane Ouattara aux côtés du Premier ministre Patrick Achi et du ministre de la Défense, Téné Birahima Ouattara, lors du premier Conseil des ministres du nouveau gouvernement, le 7 avril dernier.

sur la transformation des matières premières (en particulier le cacao, mais aussi les autres produits agricoles). Cap aussi sur un certain nombre de secteurs définis comme stratégiques et où le pays dispose d'avantages compétitifs : l'agriculture ou encore le textile, l'économie numérique, la construction et le logement, l'industrie légère, la pharmaceutique, la culture aussi...

En creux se dessine un autre message fort pour les années qui viennent : l'État ne peut pas tout faire, offrir des emplois, s'endetter, garantir les crédits par sa signature souveraine, à l'infini. Les entrepreneurs doivent assumer une part du projet, une part du risque proportionnel aux formidables opportunités du pays. Prêt pour accompagner cette transition, pour relever le défi, l'État va encourager la croissance d'un certain nombre d'entreprises, accentuer leur taille, créer des « champions nationaux », capables de viser haut, d'être en concurrence, d'investir sur le long terme.

Car si l'État n'est plus le bailleur ou le garant, il se doit d'être, et c'est le second volet du plan, « catalyseur », pour reprendre une expression du Premier ministre Patrick Achi. Il se doit de devenir stratège, manager, et de rendre plus rapide encore l'émergence de ce secteur privé. L'administration, la bureaucratie doivent s'alléger, être à l'écoute, se mettre en ordre de marche pour favoriser la croissance, le développement, soutenir l'initiative privée. Le service public devra s'élever au niveau des enjeux : le cadre

juridique nécessaire, la transparence, la prise en compte des évolutions digitales. Une vraie petite révolution à un moment où les tâches de l'État régaliens seront tout aussi prégnantes : la sécurité intérieure et extérieure, la justice, la lutte contre les inégalités, l'investissement dans les secteurs sociaux, l'éducation, la santé...

Pour le secteur privé comme pour la sphère publique, cette exigence de modernisation et d'efficacité, ce saut réellement qualitatif s'avérera complexe à mettre en œuvre. L'agenda de réformes, le contenu du cadre législatif, la mise à niveau de l'éducation, de la formation, la stabilité régionale, l'amélioration durable de la situation sanitaire, tout devra fonctionner ensemble. Et les prévisions et les projets devront s'adapter à des évolutions systémiques comme le changement climatique, les exigences du développement durable, l'impact des migrations et du métissage.

Mais cette grande ambition est nécessaire, incontournable. C'est par la croissance, par le progrès, par la modernisation que la Côte d'Ivoire pourra s'attaquer durablement à la question de la pauvreté, des inégalités sociales, des inégalités territoriales. Et plus de répartition des richesses, plus d'égalité sociale, plus d'inclusivité pour les plus fragiles, les plus éloignés, les plus jeunes, l'augmentation des classes moyennes, c'est aussi plus de stabilité, moins de conflits. Plus de confiance dans le devenir commun. Au fond, le projet économique génère de la modernité politique. ■

Stratégie Le PND fixe le cap

Le Plan national de développement 2021-2025 s'appuie sur un EFFORT MASSIF D'INDUSTRIALISATION. Objectif: pousser et accompagner l'émergence d'une classe moyenne nombreuse. par **Jean-Michel Meyer**

Bâtir le futur avec 59000 milliards de francs CFA. Soit 105 milliards de dollars. C'est l'imposant montant d'investissements à mobiliser par le gouvernement pour concrétiser le Plan national de développement (PND) 2021-2025, adopté le 22 septembre dernier. Celui-ci prévoit de «réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure».

Signe d'une grande confiance dans l'avenir de la Côte d'Ivoire en ces temps de pandémie, le PND est d'une ampleur inégalée. L'enveloppe financière à réunir est presque deux fois plus élevée que celle du précédent plan (2016-2020), qui n'avait levé «que» 33000 milliards de FCFA d'investissements. Pourtant, le pays, qui programme «d'accélérer la marche vers l'émergence», revient de loin. «En 2011, après une décennie de crise, notre nation était à genoux et semblait l'être pour longtemps. Le PIB par habitant était retombé à son niveau de 1961, plus de la moitié de la population vivait sous le seuil de pauvreté [...]. Nous avons effacé ces temps de drame en dix ans, au prix d'un effort collectif inouï», insistait Patrick Achi, le Premier ministre, le 8 novembre dernier.

Aujourd'hui, selon les Nations unies, elle figure parmi les 12 économies à plus forte croissance de la planète, avec un PIB réel gratifié d'une hausse moyenne annuelle de 8,3 % entre 2012 et 2019. L'objectif est de conserver cette dynamique et de l'amplifier. Le préambule du PND 2021-2025 prévoit «qu'à l'horizon 2030, l'économie ivoirienne soit structurellement transformée, modernisée et industrialisée, et que le peuple ivoirien soit majoritairement affranchi de l'extrême pauvreté et de la vulnérabilité». Le plan doit ainsi faire émerger «une classe moyenne jouissant de revenus adéquats et bénéficiant des services publics économiques et sociaux essentiels qui assurent le confort et la qualité de la vie».

Féru de planification, le pays enchaîne son troisième PND depuis 2012. Celui qui s'ouvre verra le taux d'investissement s'envoler, pour passer de 23,1 % du PIB en 2021 à 27,1 % en 2025. Un effort incomparable est attendu du secteur privé: 74 % des investissements du PND (43647 milliards de FCFA) reposent sur ses épaules. Soit près de 9000 milliards de FCFA à mobiliser par an. De son côté, le secteur public investira 26 %

du PNB (15353 milliards de FCFA). Dans ce but, l'État prévoit de recourir aux marchés financiers et d'augmenter la pression fiscale de 12,2 % à 13,3 % du PIB, loin des 20 % de la norme communautaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le plan prévoit des réformes structurelles de l'État (digitalisation de l'administration...), mais aussi une modernisation sans précédent de l'ensemble de la société. Le PND recense ainsi des pans entiers de l'économie (agriculture, énergie, industrie, transports, entrepreneuriat, numérique, villes durables, intégration régionale...) et du social (emploi des jeunes et des femmes, éducation, enseignement supérieur, logement, accès à l'eau et à l'électricité, salubrité, justice, cohésion sociale, droits humains, etc.) qui bénéficieront des milliards investis. Avec ce coup de fouet, le taux de croissance annuel moyen est attendu à 7,65 %

durant le PND, contre 5,9 % entre 2016-2020. Côté social, le revenu par habitant doit passer de 1736 dollars en 2020 à 2240 dollars en 2025, puis grimper à 3472 dollars en 2030. À la fin du plan, l'économie devrait avoir créé 5 millions d'emplois, et le taux de pauvreté devrait être ramené à 30 % en 2025 contre 39,4 % en 2018.

Avec ce coup de fouet, le taux de croissance annuel moyen est attendu à 7,65 %.

L'AUTOSUFFISANCE EN RIZ POUR 2025

La réussite du PND repose sur les activités clés de l'économie. L'agriculture (4 %), l'industrie (11 %), les mines (10 %), les hydrocarbures (10 %) et les transports (10 %) s'arrogent 45 % des investissements prévus. L'agriculture, qui emploie plus de 5 millions de personnes, est un pilier national majeur. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, et se trouve au cinquième rang pour l'huile de palme et le caoutchouc naturel. Mais elle est aussi le premier producteur africain de bananes et le troisième de coton. L'ambition du PND «est de garantir la compétitivité et la durabilité de l'agriculture afin d'assurer la sécurité alimentaire, tout en créant des richesses équitablement partagées». Une volonté qui s'appuie sur trois axes: améliorer la productivité de 100 % sur cinq ans pour augmenter la compétitivité des produits; accroître la transformation locale, avec la montée en puissance d'une industrie nationale; et assurer l'intégration de l'agro-industrie dans les circuits mondiaux de distribution et de commercialisation.



Le pays veut renforcer sa présence dans l'exploitation des ressources du sous-sol. Ici, une mine d'or à ciel ouvert de Bonikro, dans la région des Lacs.

«la recherche et développement ainsi qu'une meilleure promotion et une image de marque sont nécessaires pour que les cosmétiques ivoiriens puissent concurrencer les marques mondiales établies».

Dans le textile, «la Côte d'Ivoire est l'un des deux seuls pays africains à produire du tissu imprimé à la cire», étroitement associé à l'identité continentale, mais elle est très concurrencée par les produits chinois. «L'industrie peut accroître sa compétitivité en renforçant la reconnaissance de

Outre la hausse des productions agricoles de 7,5 % en moyenne par an et l'amélioration du rendement des principales cultures vivrières (manioc, maïs, banane plantain, igname...), le défi décisif du plan consiste à bâtir une industrie de transformation locale, diversifiée et génératrice de valeur ajoutée, basée sur «le cacao, le café, la noix de cajou, le coton, l'horticulture (mangue, ananas...), le caoutchouc et l'huile de palme». L'auto-suffisance en riz est programmée pour 2025, la céréale locale approvisionnant 95 % du marché ivoirien. «Il faut une chaîne de valeur forte, qui puisse être attractive pour transformer les produits agricoles et créer de la richesse partagée», confirme Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement (BAD), qui s'est engagée à soutenir le plan.

Autre activité clé : l'industrie, «capable d'accélérer le processus de transformation structurelle de la Côte d'Ivoire», assène le PND. Un fonds d'investissement et de développement industriel (FIDI) État-secteur privé verra le jour, avec une enveloppe de 1 000 milliards de FCFA sur cinq ans. Des activités prioritaires ont été identifiées, «les produits cosmétiques, le caoutchouc, le textile et les matériaux de construction». Mais aussi «les industries pharmaceutiques, électroniques et automobiles» et «des niches de croissance» : économie numérique, tourisme et hôtellerie, industries des arts et culturelles.

ÉPAULER LES DÉPARTEMENTS COMPÉTITIFS

Le plan met l'accent sur des secteurs présentant un avantage compétitif, tels les produits cosmétiques à base de beurre de cacao, «dans les soins pour la peau et les produits capillaires», exportés à 85 % vers la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ils pourraient aussi être vendus aux diasporas africaines des États-Unis et d'Europe, même si

la marque, en améliorant la qualité et en augmentant le nombre de modèles pour barrer la route aux contrefaçons chinoises», préconise le PND. Enfin, dans l'extraction des ressources du sous-sol (or, manganèse, nickel, bauxite), le pays veut renforcer sa présence dans l'exploration, l'exploitation, mais aussi la transformation. Idem avec le pétrole, il souhaite s'ériger en «hub régional». Tel un cadeau inattendu, une «découverte majeure» de pétrole et de gaz naturel a été annoncée en septembre dernier. Elle pourrait rapporter de 106,5 à 142 milliards de dollars pour l'or noir et jusqu'à 25 milliards de dollars pour le gaz, à condition que la rentabilité des gisements soit prouvée.

Pour l'instant, le gouvernement mène campagne pour séduire le secteur privé. Le 10 novembre 2021, le président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, Jean-Marie Ackah, a confirmé «la disponibilité du secteur privé à prendre toute sa part dans la réalisation des ambitions de développement et de progrès». Car «il s'agit de conférer une dimension stratégique au partenariat public-privé comme moteur des transformations structurelles et culturelles tant espérées».

Sur le volet international, le premier Forum d'affaires et d'investissements entre la Côte d'Ivoire et l'Amérique du Nord, qui s'est déroulé à la mi-novembre 2021 à Abidjan, a enregistré des intentions d'investissements nord-américains à hauteur de 19 milliards de dollars. Une délégation ivoirienne est également active à l'Expo 2020 Dubaï, qui se tient jusqu'au 31 mars 2022, et entend réunir autour de 2 milliards de dollars d'intentions d'investissements. Enfin, une table ronde des bailleurs de fonds, dans le courant du premier trimestre 2022, constituera le point d'orgue de la stratégie du gouvernement pour embarquer de futurs investisseurs internationaux dans la réalisation du PND 2021-2025. ■



Agriculture

Le défi de la transformation

Cacao, anacarde, palme, banane, ananas, coton... Il s'agit d'aller au-delà des matières premières. Tout en assurant l'AUTONOMIE ALIMENTAIRE du pays.

par **Francine Yao**



Ramassage de l'or blanc à Korhogo. La filière compte 132000 producteurs.

La donne n'a pas changé depuis l'indépendance en 1960. Le secteur agricole constitue l'un des piliers majeurs de l'économie et représente l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois avec plus de 5 millions de personnes en activité, dont 33 % pour les cultures de rente.

Mais, au-delà du potentiel naturel important et des remarquables résultats en matière de développement agricole, la locomotive de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) veut franchir un autre palier. À savoir accélérer l'industrialisation de son agriculture.

Dans ce sens, au niveau du cacao, premier produit d'exportation du pays, l'extension d'une usine de broyage à Yopougon

– qui sera la plus grande unité de transformation de fèves de cacao au monde, avec une capacité de 170000 tonnes – a été inaugurée mardi 2 novembre 2021. La Côte d'Ivoire ambitionne d'atteindre une capacité de broyage de plus de 950000 tonnes à l'horizon 2022 sur une production annuelle moyenne de 2 millions de tonnes.

En outre, le taux de transformation de l'anacarde s'améliore et se rapproche en 2021 de 15 % de la production nationale, contre moins de 10 %, il y a de cela deux ans. Le Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde (PPCA) – financé par la Banque mondiale – qui a permis l'installation d'unités industrielles dans différentes

zones, va aider à relever ce taux. Le domaine du coton n'est pas non plus en reste, avec la relance de l'industrie textile à Korhogo, Bouaké, Dimbokro et Agboville. Selon l'Organisation interprofessionnelle agricole de la filière coton (Intercoton), la campagne 2021-2022 s'annonce historique, avec une production de plus de 580 000 tonnes. Ce résultat sera réalisé par les 132 000 producteurs que compte la filière. En 2020-2021, la Côte d'Ivoire, avec 520 000 tonnes, a été le second producteur africain d'or blanc, derrière le Bénin (730 000 tonnes), mais devant le Burkina Faso (492 600 tonnes) et le Mali (147 200 tonnes). Le coton est le quatrième contributeur aux recettes d'exportation agricoles, après le cacao, le caoutchouc naturel et la noix de cajou.

S'agissant du riz, une denrée de grande consommation, dans le Plan national de développement (PND) 2021-2025, le gouvernement prévoit, entre autres, de faire évoluer l'autosuffisance de 70 à 100 %; d'améliorer la croissance du produit intérieur brut (PIB) courant rizicole en le portant de 4 % en 2021 à 12 % à l'horizon 2025; ainsi que de faire évoluer l'accroissement annuel moyen de la production de riz blanchi de 50 à 90 % sur la période 2021-2025. De façon opérationnelle, il s'agira, d'une part, de construire et d'équiper les 20 pôles rizicoles et, d'autre part, d'améliorer l'approche de la mécanisation et l'acquisition de matériel. Tout en mettant l'accent sur l'accès aux femmes dans l'exploitation des périmètres irrigués.

Par ailleurs, selon le Premier ministre, Patrick Achi, dans la recherche d'une autosuffisance alimentaire en matière de poisson d'ici à 2025, le programme stratégique pour la transformation de l'aquaculture devrait être lancé fin 2021. Car, le pays importe pour 325 milliards de francs CFA de produits halieutiques chaque année.

GAGNER DES PARTS DE MARCHÉ À L'INTERNATIONAL

Le gouvernement s'engage, dans le cadre du PND 2021-2025, à agir simultanément sur deux autres axes stratégiques. Le premier se focalise sur l'amélioration de la compétitivité des produits issus de la production végétale et animale. Cela concerne l'ensemble des étapes du processus: semences, irrigation, mécanisation, techniques culturales, fertilisation, transports, stockage, maîtrise de la qualité. Le second concerne la bonne intégration de l'agro-industrie dans les circuits de distribution et de commercialisation mondiaux, qui permettra de gagner des parts de marché à l'export, via des débouchés performants et sécurisés en Europe, en Amérique et en Asie, tout en profitant des opportunités des marchés qu'offre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Si les autorités veulent créer des richesses équitablement partagées, à partir de l'agriculture, elles souhaitent également assurer la sécurité alimentaire pour l'ensemble des populations. Elles ont en mémoire la colère des Ivoiriens, lors du premier semestre 2021, face à la cherté de la vie. De nombreux ménages n'avaient alors cessé de dénoncer le coût élevé des denrées de première nécessité. Certes, ce constat a été identique dans la plupart des pays importateurs, au lendemain de la pandémie mondiale de Covid-19. Mais face à cette situation, le gouvernement souhaite proposer une solution stable, en garantissant la compétitivité et la durabilité de l'agriculture. Dans cette optique, à travers le PND 2021-2025, l'État envisage d'accroître considérablement la production annuelle des cultures vivrières: de 1 127 789 tonnes à 1 393 951 tonnes pour le maïs, de 793 287 tonnes à 946 339 tonnes pour l'igname, de 6 194 600 tonnes à 8 064 107 tonnes pour le manioc, et enfin

de 2 105 095 tonnes à 2 548 107 tonnes pour la banane plantain. Il s'agira donc de produire suffisamment afin de rendre les produits vivriers accessibles et moins chers. Et ainsi, il sera possible de limiter la dépendance du pays avec les nations extérieures. En guise d'exemple, la Côte d'Ivoire a eu besoin de 2,2 millions de tonnes de riz en 2020. Sa production nationale étant estimée à 1,3 million de tonnes, elle a déboursé 317 milliards de FCFA pour importer les 900 000 tonnes manquantes.

Enfin, le pays génère 5 000 tonnes de produits halieutiques par an, mais il a besoin de 500 000 tonnes de poissons sur la même période. Le gouvernement veut donc accroître et rendre compétitives les productions animales et halieutiques, toujours afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. ■



Patrick Achi (au centre) a inauguré l'extension de l'usine de Cargill à Yopougon, le 3 novembre dernier.

Inclusivité

Lutter contre les inégalités

Le deuxième programme social va venir SOUTENIR les populations fragiles, dont celles du Grand Nord. par **Francine Yao**

Selon la Banque mondiale, «la Côte d'Ivoire a fait un léger bond dans le classement de l'indice du capital humain (0,38) en 2020. La pauvreté y est en net recul, passant de 46,3 % en 2015 à 39,4 % en 2020». Cet indice – allant de 0 à 1 – estime le potentiel humain qu'un enfant né aujourd'hui pourrait atteindre d'ici ses 18 ans, en prenant en considération sa survie, sa scolarité, sa santé. Au sujet de la pauvreté ivoirienne, l'institution précise que «cette baisse se limite aux milieux urbains; le nombre de pauvres ayant augmenté dans les zones rurales sur la même période (+2,4 %)». Cette situation pousse le gouvernement à accorder un intérêt particulier à la lutte contre les inégalités. «Le souci du président Alassane Ouattara, c'est que chaque Ivoirien puisse avoir accès aux biens sociaux nécessaires à sa vie. Toutes ces choses qui font qu'on a le sentiment d'avoir une vie décente», a affirmé Patrick Achi, le 8 novembre dernier à la primature. Cet engagement du chef de l'État à lutter contre les inégalités sociales devrait se traduire bientôt, comme l'a indiqué le Premier ministre: «Sur instruction du président de la République, nous allons mettre en œuvre, dès janvier 2022 et pour trois ans, un PSGOUV 2 [deuxième programme social du gouvernement, ndlr] avec cinq priorités.» Ces cinq axes primordiaux sont: la lutte contre la fragilité dans les zones nord frontalières; l'éducation et la formation; l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et l'autonomisation des femmes; l'insertion professionnelle des jeunes, le service civique et les écoles de la deuxième chance; la couverture sociale des populations précaires.

Sur les dix dernières années, la Côte d'Ivoire a réalisé des performances remarquables en macroéconomie, avec un taux de croissance moyen du produit intérieur brut de 8 % entre 2012 et 2019, qui a fait doubler la richesse par habitant. Le budget de l'État a été multiplié par trois, passant d'un peu plus 2500 milliards de FCFA en 2011 à plus de 8000 milliards de FCFA en 2021. Le volume global des investissements a été multiplié par sept sur la même période. Ces chiffres témoignent de la capacité du pays à produire de la richesse, mais la question de sa redistribution se pose. Certaines populations estiment, à tort ou à raison, ne pas suffisamment bénéficier des fruits de la croissance économique du pays. Afin d'améliorer cette redistribution,

une politique de décentralisation est mise en œuvre à travers, notamment, la création de 12 districts qui s'ajoutent à ceux d'Abidjan et de Yamoussoukro. Selon le Premier ministre, ils vont renforcer la coordination et l'évaluation de l'exécution des programmes de développement, tout en assurant une supervision accrue sur l'action de l'État et des collectivités territoriales. Cette décentralisation permet de jeter un regard particulier sur les populations du Grand Nord, cette partie du pays en proie à des assauts de groupes terroristes qui recrutent là où les poches de pauvreté sont les plus étendues, c'est-à-dire en zone rurale.

COMBATTRE LE TERRORISME

Pour éviter que le nord ne devienne un terreau fertile du terrorisme, l'État a décidé d'agir pour améliorer les conditions de vie de sa population. Le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, y a effectué une tournée de plusieurs jours. Ce déplacement a démarré le vendredi 19 novembre par Kafolo (Kong), localité qui a subi deux attaques terroristes en dix-huit mois. L'objectif était de sensibiliser les populations sur l'existence d'un fonds spécial en faveur des jeunes et d'évaluer les programmes mis en place par l'Agence emploi jeune. Près de 3000 d'entre eux seront concernés par ce plan d'urgence. «L'État et le gouvernement ne vous abandonneront jamais. Le gouvernement sera

à vos côtés dans la lutte contre le terrorisme», a promis Mamadou Touré, précisant que, dans les semaines à venir, les premiers bénéficiaires de ce fonds seront connus. Il a ajouté que des jeunes seraient aussi formés à des métiers, comme la réparation de forage, la mécanique, etc. Par ces gestes à l'égard des populations du nord, le gouvernement souhaite répondre aux inégalités

en matière d'opportunités d'emploi, mais aussi offrir des perspectives à une jeunesse fragilisée. Le pays inclut ses habitants les plus vulnérables dans sa stratégie de l'essor économique et social. Le Plan national de développement 2021-2025 s'inscrit dans une vision globale de réduction de la pauvreté. Il met l'accent sur la quête d'un développement équilibré entre les régions, mais aussi plus inclusif en offrant à certaines catégories sociales (femmes et jeunes) des programmes spécifiques destinés à favoriser leur autonomisation et leur employabilité. ■

« La baisse de la pauvreté se limite encore aux milieux urbains. »

Infrastructures

Une envergure stratégique

Le gouvernement continue à investir dans ce secteur clé pour la COMPÉTITIVITÉ du pays. par **Francine Yao**

La qualité des infrastructures est un facteur majeur d'accroissement de la compétitivité d'une économie. Et les autorités ivoiriennes, qui affichent de grandes ambitions de développement, ne lésinent pas sur les moyens pour lancer des travaux d'envergure devant servir de catalyseurs à l'essor du pays. Dans cette optique, et face à la congestion du Grand Abidjan, elles se sont focalisées sur le renforcement du transport lagunaire et sur le métro d'Abidjan. Le projet du système de bus à haut niveau de service, le Bus Rapid Transit (BRT), a aussi été accéléré. Il consiste à construire un réseau de lignes dédiées pour les transports en commun. Selon le ministre des Transports, Amadou Koné, l'État a conclu avec le gouvernement suédois d'une part, et la Banque mondiale d'autre part, des conventions pour le financement de la réalisation des BRT sur le boulevard Latrille et sur l'axe Yopougon-Bingerville. Ces travaux devront commencer en 2022.

LE MÉTRO, UN RÊVE QUI PREND FORME

Un projet innovant, révolutionnaire... Les qualificatifs du futur métro d'Abidjan ne manquent pas. Lancé en novembre 2017, il a eu du mal à décoller. Essentiellement en raison des coûts de financement. Toutefois, les négociations – portant sur le démarrage des travaux – menées entre l'exécutif et le groupe français Bouygues, tête de pont du consortium engagé, ont finalement abouti à la signature d'un protocole d'accord entre les deux parties, le 8 octobre 2019. L'investissement, estimé à environ 918,34 milliards de francs CFA (soit 1,4 milliard d'euros) sera financé intégralement par la France. Ce groupement d'entreprises (composé des groupes français Bouygues Travaux Publics, Alstom, Colas Rail et Keolis) est en charge de la réalisation de l'ouvrage. Selon le gouvernement ivoirien, le démarrage de la construction devrait intervenir autour de mi-2022. Et une première tranche du projet devrait être livrée en 2025.

L'itinéraire du métro comprendra deux voies, 18 stations, 21 ponts (rails et routes), et un viaduc sur la lagune Ébrié. L'emprise de la voie sera totalement sécurisée et protégée d'une

clôture, pour permettre une utilisation optimale du train, dont la vitesse maximale est de 100 km/h, et de 80 km/h en situation d'exploitation. Cela lui permettra d'effectuer une fréquence de passage toutes les dix minutes et de transporter environ 500 000 passagers par jour, sur 37,9 kilomètres, entre Anyama (nord d'Abidjan) et Port-Bouët (sud d'Abidjan).

En outre, le gouvernement accélère les projets d'infrastructures routières dans le district de la capitale économique. Cela concerne, entre autres, le chantier du quatrième pont Yopougon-Plateau. D'un coût de 142 milliards de FCFA, ce projet, financé par la Banque africaine de développement (BAD) et l'État ivoirien, vise à accroître la mobilité au niveau de la ville, en réduisant les embouteillages entre Yopougon-Plateau et Yopougon-Adjamé et en désengorgeant l'autoroute du Nord. L'ouvrage sera colossal : une chaussée en 2x3 voies séparées par un terre-plein central de 20 mètres (constituant la zone de passage du deuxième train urbain d'Abidjan du côté de Yopougon sur un peu plus de 4 kilomètres), trois échangeurs sur les voies principales franchies par le projet à Yopougon, une plateforme de péage de 850 mètres à Attécoubé, un pont de 1,4 kilomètre sur la baie du Banco, trois échangeurs ou bretelles à la traversée du boulevard de la Paix, et enfin, une chaussée 2x2 voies entre la fin de l'échangeur de Boribana et l'Indénié.

Concernant le pont Plateau-Cocody, ses travaux avancent à grands pas.

Parmi les autres grands chantiers en cours : l'aménagement de l'autoroute périphérique d'Abidjan ainsi que le dédoublement des sorties est et ouest. Connue sous le nom de Y4, la grande voie de contournement de la capitale économique est une infrastructure de 2x2 voies devant permettre d'éviter le centre-ville en reliant les communes de Songon, Abobo-Anyama, Cocody et Port-Bouët,

et faciliter ainsi l'accès à la zone portuaire d'Abidjan. La section 2 de l'Y4, longue de 15 kilomètres, reliera la commune d'Anyama à l'autoroute du Nord. La section 3, pour sa part, connectera cette dernière à la commune de Songon, une zone d'extension de la ville d'Abidjan. Quant au dédoublement des sorties est et ouest, les opérations ont démarré à l'ouest. L'agrandissement de la voie de Dabou part de l'autoroute du

Les autorités ne lésinent pas sur les moyens pour lancer de grands travaux devant servir de catalyseurs.



Une fois terminé, le pont Yopougon-Plateau permettra de décongestionner la circulation.

Nord jusqu'au carrefour de Jacquville. Les travaux devraient s'achever en mars 2022.

Selon le ministre des Transports, la construction de l'Aérocité sur la zone Akwaba, qui devait débiter cette année sur une superficie de 50 hectares, est contrariée par un manque de dotation budgétaire afin d'honorer les engagements contractuels avec le consultant (engagé dans le projet depuis 2015). Le montant est de 150 millions de FCFA, a indiqué Amadou Koné, devant les députés, le 18 novembre dernier. Déclaré d'utilité publique en 2010, le projet consiste en l'aménagement et l'exploitation d'une ville aéroportuaire située en périphérie de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny (Port-Bouët), sur une superficie de 3 700 hectares, outre le périmètre concédé à Aéria, le concessionnaire de l'aéroport. L'objectif est de bâtir sur cet espace des complexes hôteliers, industriels, commerciaux et sportifs, ainsi que des équipements publics.

En outre, la capitale économique devrait se doter d'un parc des expositions moderne qui s'inscrit dans le cadre de la construction de l'Aérocité. Localisé entre le carrefour Akwaba et l'aéroport international, il sera en mesure d'accueillir des salons d'envergure nationale et internationale, mais également des conventions et des congrès politiques, culturels ou religieux, ainsi que des événements sportifs.

L'INTÉRIEUR N'EST PAS OUBLIÉ

Par ailleurs, à l'intérieur du pays, les travaux de la route de la Côte ont débuté le 18 septembre 2021, pour un coût de plus de 300 milliards de FCFA. Ils consistent au renforcement de cette voie longue de 353,5 kilomètres, reliant Abidjan à San Pedro, la seconde ville portuaire. Autre projet et en cours,

le prolongement de l'autoroute de Yamoussoukro-Bouaké qui est longue de 106 kilomètres. Les travaux ont débuté le 3 octobre 2017. Ils étaient prévus pour vingt-quatre mois, mais leur durée a été réévaluée à quatre ans. Toutefois, du fait de la crise sanitaire du Covid-19, le chantier a pris du retard. Selon le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédé Kouakou, les phases restantes sont celles du revêtement. Aussi, pour accompagner et satisfaire les besoins des populations en mobilité urbaine, les activités de la Société des transports abidjanais (SOTRA) ont été étendues à Bouaké. Elles se poursuivront dans les villes de Yamoussoukro, Korhogo et San Pedro.

En outre, le pays peaufine les six stades qui serviront de théâtre à la CAN 2023: le stade olympique d'Ebimpe (60 000 places), à la périphérie d'Abidjan; le stade Félix Houphouët-Boigny (33 000 places), à Abidjan; celui de San Pedro (20 000 places) dans l'ouest; et ceux de Bouaké (40 000 places), de Korhogo (20 000 places) et de Yamoussoukro (20 000 places), tous trois situés au centre du pays.

Enfin, la finalisation du réseau national haut débit (RNHD), appelé Backbone National, est en cours. Il sera constitué d'un maillage de fibres optiques représentant 7 000 kilomètres. Il devrait permettre, à long terme, de contribuer à vulgariser l'accès aux systèmes des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication. Il favorisera la création de nouveaux emplois et dynamisera l'économie numérique nationale. Avec le programme RNHD, ce sont 1 400 kilomètres de fibres optiques dans la zone ouest et 622 kilomètres dans la partie est qui ont été déployés. La phase de réalisation des 5 000 kilomètres, qui est en cours, finalisera le maillage complet du territoire. ■



Secteur privé

La priorité nationale

Entreprises et entrepreneurs seront au cœur de la TRANSFORMATION STRUCTURELLE de l'économie. par **Francine Yao**

Selon la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), le secteur privé témoigne de son rôle déterminant dans l'économie nationale. Il représente deux tiers du total des investissements, 83 % des emplois formels et contribue à 90 % aux ressources budgétaires de l'État. Toutefois, à la suite des effets de la crise sanitaire de Covid-19, près de 38 % de ces sociétés ont vu leurs activités tourner au ralenti et 2,5 % d'entre elles ont mis la clé sous la



L'usine Tomates de Côte d'Ivoire (TOMACI), située dans la zone portuaire de Treichville, appartient au groupe Carré d'or.

porte. Malgré tout, le secteur a su faire preuve d'une étonnante résilience. Pour preuve, le taux de croissance du pays est resté positif, situé autour de 2 % en 2020. Un bon résultat obtenu en partie grâce au gouvernement qui a su soutenir les sociétés à travers plusieurs aides : le Fonds de soutien aux grandes entreprises, celui destiné aux petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que le Fonds d'appui aux acteurs du secteur informel. Pour ce dernier, plus de 830 sociétés et 114000 acteurs ont pu en bénéficier. Au vu des performances du secteur privé et, surtout, de son apport central dans l'économie, le gouvernement entend en faire une cause nationale. Il a choisi de le soutenir massivement, notamment à travers un partenariat renforcé inscrit

dans le Plan national de développement 2021-2025, évalué à 59 000 milliards de francs CFA. Celui-ci prévoit un investissement accru de 75 % dans les PME. «Il n'y a aucun autre moyen de permettre au secteur privé d'avancer à la vitesse que l'État souhaiterait : nous devons créer un partenariat extrêmement proche qui permette aux uns de soutenir les autres», a déclaré le Premier ministre Patrick Achi, le 25 octobre dernier à la primature. Cette dynamique s'est amorcée depuis que son équipe a associé les acteurs du privé afin d'entendre leurs préoccupations, lors du séminaire gouvernemental d'avril 2021. Les invités s'en sont félicités, car cela constituait une première dans le pays.

SÉLECTIONNER DES ACTEURS LOCAUX

De grandes réformes ont été annoncées à l'occasion de la 9^e édition de la CGECI Academy, qui s'est tenue les 28 et 29 octobre derniers au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Elles portent, entre autres, sur le programme des Champions nationaux dont le but est d'identifier et de sélectionner rigoureusement des acteurs locaux afin de permettre l'éclosion d'entreprises à haut potentiel. L'objectif est de constituer des écosystèmes d'affaires dans des domaines porteurs comme l'agro-industrie, l'énergie, le transport, le tourisme, le textile... «La solution, c'est le développement du secteur privé, premier pourvoyeur d'emplois. Si nous ne faisons rien pour le développer, nous n'aurons plus suffisamment de recettes», a déclaré le locataire de la primature à l'occasion de cet événement. Nous lancerons bientôt un programme d'accompagnement et de financement des entrepreneurs, des TPE [*très petites entreprises, ndlr*] et des PME, structuré autour d'un guichet unique capable d'offrir un point d'entrée central à tout créateur d'entreprise, en coordonnant un continuum de services et de financements de l'activité.» Pour sa part, Jean-Marie Ackah, président de la CGECI, a salué le 4 novembre dernier l'engagement de l'exécutif à consolider le partenariat État-secteur privé en ces termes : «Nous venons d'avoir, en l'espace de dix jours, une deuxième séance de travail avec le Premier ministre et des membres du gouvernement. Nous sommes très satisfaits de la feuille de route qui a été établie.»

STIMULER L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Comme le secteur privé est le premier pourvoyeur de postes salariés, le gouvernement lui accorde une place de choix. Il est même devenu une priorité nationale dans la Vision 2030 du président de la République. L'objectif est de créer 8 millions d'emplois supplémentaires d'ici là, principalement destinés aux jeunes qui se présentent massivement sur le marché chaque année. De plus, le pouvoir a inscrit la création de richesses et d'emplois dans le programme Une Côte d'Ivoire solidaire, d'Alasane Ouattara. Ainsi, des activités comme la transformation des matières premières (cacao, anacarde, coton, etc.) seront exploitées pour l'insertion professionnelle. ■

Environnement

Les dossiers chauds du développement durable

Les bouleversements induits par le RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE sont de plus en plus tangibles. Pour se préparer à l'avenir, des problématiques clés doivent être affrontées. par **Jihane Zorkot** et **Nabil Zorkot**

La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui près de 28 millions d'habitants, et ce chiffre ne fera qu'augmenter dans un avenir proche. Combiner croissances démographique et économique est un véritable défi, auquel s'ajoute la nécessité de mettre en œuvre le développement durable et l'urgence de la préservation d'un écosystème très fragilisé. Lors de la COP26 à Glasgow, en Écosse, la « République du cacao » s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30,41 % d'ici à 2030. Un effort aussi considérable qu'indispensable : la richesse du pays, dont l'économie repose en grande partie sur l'agriculture, est basée sur ses terres fertiles. Pour accompagner le progrès et les objectifs annoncés pour 2030, la transition écologique est plus que vitale, et les fronts sont multiples.

La réalité du changement climatique

Au classement des pays considérés comme les plus vulnérables face aux dangers liés au réchauffement de la planète, la Côte d'Ivoire se positionne à la 147^e place, sur 178 nations. On constate déjà une augmentation de la température moyenne, qui se traduit par une chaleur excessive, une pluviométrie incertaine, des saisons des pluies irrégulières et des inondations fréquentes. L'harmattan, vent sec venu du désert, souffle à présent pendant près de trois mois, alors que ce phénomène durait tout au plus quinze jours il y a encore une dizaine d'années. L'élévation du niveau de la mer risque d'avoir de lourdes conséquences, en particulier pour Abidjan et les lagunes côtières. Le long du littoral, ce changement est perceptible à l'œil nu : l'ancienne ville de Grand-Lahou, menacée par l'Atlantique, s'est ainsi déplacée vers l'intérieur des terres.

Le réchauffement climatique intensifie aussi les migrations des populations des zones sahéniennes vers la Côte d'Ivoire, fait très visible à Abidjan et dans d'autres villes du pays. Ces régions,


fortement touchées par le terrorisme, sont également impactées par la raréfaction de l'eau et les précipitations très aléatoires. Les habitants prennent la route du Sud, qu'ils considèrent comme une destination proche et sûre.

Le changement climatique pourrait aussi affecter l'une des cultures phares du pays. Avec une production d'environ 2 millions de tonnes par an, le pays est le premier exportateur mondial de cacao. L'augmentation de la température risque de rendre les terres plus arides et moins fertiles. Cela entraînera une baisse de la production, car avec un sol moins riche, les plantations devront être déplacées à de plus hautes altitudes, où les températures seront plus favorables.

Face à ces menaces protéiformes, l'État, la société civile et les acteurs économiques se mobilisent progressivement. Mais, comme pour les autres pays émergents, la question du financement massif de la transition, et donc celle de la solidarité des nations riches et polluantes, reste posée. En attendant cette improbable solidarité internationale, la Côte d'Ivoire pourrait appliquer plus largement le principe du pollueur-payeur. Elle ferait ainsi d'une pierre deux coups. D'une part, elle obtiendrait de nouvelles rentrées fiscales et, d'autre part, les industries et les individus pourraient promouvoir des solutions innovantes et enclencher un cycle vertueux de développement durable.

La préservation de la forêt

La Commission européenne a présenté le 17 novembre dernier un projet de texte visant à fermer le marché de l'UE à tout produit participant à la déforestation. Cette nouvelle règle pourrait s'appliquer au soja, au bois, au cacao, au café, à l'huile de palme et au bœuf, ainsi qu'à certains des biens dérivés, comme le cuir et l'ameublement. La forêt est devenue un enjeu planétaire. En particulier la forêt tropicale humide, qui joue un rôle de régulation contre le réchauffement, et qui a une influence sur les pluies nécessaires aux cultures vivrières et empêche l'élévation

An aerial photograph of a vast, dense tropical forest. The canopy is a rich, multi-layered green, with some taller trees visible. A winding river with a yellowish-brown hue flows through the forest, creating a path that meanders across the landscape. The overall scene is lush and vibrant, showcasing the natural beauty of the region.

Le parc national
du Banco est le
poumon vert de la
capitale économique.

des températures. Elle contribue également à la protection de la faune et à la vivacité de la biodiversité. En Côte d'Ivoire, l'heure est à l'urgence. Au cours de ces soixante dernières années, 90 % de la forêt du pays a disparu. Son exploitation, et le secteur du bois, qui fut longtemps le troisième produit d'exportation, ont joué un rôle majeur dans cette déforestation fulgurante. Le choix prioritaire accordé aux cultures de rente industrielle (cacao, hévéa, palmier à huile) en est l'une des raisons directes, avec l'urbanisation et la pression démographique.

Le pays s'est engagé dans un vaste projet de préservation et de réhabilitation des forêts restantes, ainsi que dans la mise en place du concept d'agroforêt dans les zones de culture intensive. On estime aujourd'hui le couvert forestier à 2,97 millions d'hectares, soit seulement 9,2 % du territoire. Le gouvernement a pour volonté de le porter à 20 % d'ici à 2030, avec le soutien massif des bailleurs de fonds internationaux. En juillet 2021, le ministre des Eaux et Forêts, Alain-Richard Donwahi, a présenté l'inventaire forestier et faunique national, étape essentielle du projet. Et en mai 2021, le ministère a lancé l'opération «1 jour 50 millions d'arbres», objectif à atteindre d'ici la fin de l'année. À ce jour, on estime que plus de 28 millions d'entre eux ont été plantés. Un pas de plus dans cette lutte à long terme au bénéfice des générations futures.

La menace des déchets plastiques

Abidjan, qui comptait 150 000 résidents au début des années 1960, est devenue en quelques dizaines d'années une grande métropole de près de 5 millions d'habitants. La ville ne cesse de s'étendre. Du fait de sa croissance démographique incessante, elle connaît chaque année, mécaniquement, une forte hausse de la production globale de déchets. On estime qu'elle génère globalement plus de 1,6 million de tonnes par an de déchets et près de 290 tonnes de déchets plastiques par jour. Et 95 % de ces derniers finissent dans des décharges, plus ou moins bien gérées, ou dans la nature. Ces détritiques s'accumulent dans la lagune d'Abidjan, à l'entrée et à la sortie des villes et villages. Ils se déversent dans les fleuves et rivières jusqu'aux embouchures, menaçant la reproduction des espèces aquatiques nécessaires à l'alimentation de la population. En mai 2013, un décret a interdit la production, l'importation, la commercialisation, la détention et l'utilisation des sachets plastiques – mesure difficile à appliquer et à faire respecter. Toutefois, de nouvelles solutions de collecte apparaissent. Des jeunes entreprises proposent des méthodes innovantes. Ainsi, Recyclast a mis en œuvre le projet Plastock, avec une application mobile et des «box» de récupération pour favoriser un recyclage citoyen.

L'initiative a fait ses preuves et va être déployée dans d'autres communes.

Une action structurante et d'envergure a aussi été décidée avec la fermeture de l'immense décharge d'Akouédo, en bordure de la capitale économique, et l'assainissement du site, particulièrement pollué. La décharge sera transformée en un parc urbain. Le projet est exécuté par le groupe PFO et l'endroit accueillera, entre autres, des espaces verts, des aires de jeux et de sport, et un centre de formation aux métiers de l'environnement.

La lutte contre l'orpaillage clandestin

La Côte d'Ivoire est située sur la ceinture de roches birimienne d'Afrique de l'Ouest, une très vaste formation géologique riche en or et en minerais. Le pays est de ce fait doté d'un énorme potentiel d'exploitation minière, qu'il partage avec ses voisins, et il a su en tirer parti. En 2020, la mine de Tongon, au nord, a produit 9,1 tonnes d'or, un record sur ses dix années d'exploitation. Le secteur minier représente 5 % du PIB du pays, un chiffre qui pourrait augmenter grâce à l'ouverture de nouvelles mines. En marge de ce secteur formel se développe malheureusement l'orpaillage clandestin, notamment dans la région de la Mé, au sud. Cette technique utilise des moyens d'extraction nocifs pour l'environnement, mais aussi pour la santé. Afin de pouvoir détacher

L'ancienne décharge d'Akouédo est appelée à devenir un futur parc naturel.





Ville balnéaire au sud-ouest, Grand-Béréby est une aire marine protégée depuis décembre 2020.

le métal précieux des matières rocheuses, les chercheurs d'or ont recours à des produits chimiques toxiques, comme le mercure. Celui-ci viendra ensuite polluer les plans d'eau, qui seront à leur tour absorbés par le biote, et finira, par le biais de la chaîne alimentaire, par atteindre les humains. Par ailleurs, pour exploiter la terre, les orpailleurs défrichent totalement les terrains, les rendant impropres à l'agriculture.

L'État s'est engagé dans une lutte contre ces activités illégales. En 2018, le ministère des Mines annonçait la création d'une brigade spéciale pour les réprimer, ainsi que condamner les infractions au code minier. Le ministère a également ouvert des chantiers écoles dédiés à la formation des acteurs du secteur. Cependant, le contrôle du territoire s'avère complexe.

La sauvegarde de la mangrove

Nichées entre terre et mer, les mangroves sont des écosystèmes riches et fragiles constitués principalement de palétuviers poussant dans les littoraux tropicaux. Comptant parmi les écosystèmes les plus productifs au monde, elles jouent un rôle important pour les populations locales. Avec leur forte capacité d'absorption du CO₂, elles contribuent à limiter le réchauffement et constituent un milieu où s'épanouit la vie aquatique. C'est donc près d'elles que s'approvisionnent les pêcheurs. Élément

de stabilité et de diversité, la mangrove ivoirienne est en voie de disparition. Selon une étude menée par Philippe Cecchi, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement (France), et Allassane Ouattara, enseignant-chercheur à l'université Nangui Abrogoua d'Abidjan, la superficie de la mangrove a diminué de près de 95 % en moins de cinquante ans, passant de 500 kilomètres carrés en 1970 à une trentaine en 2013.

En cause, la surexploitation des palétuviers, utilisés comme bois de chauffe par les populations locales, et la destruction de son environnement au profit de l'expansion urbaine ou du développement des infrastructures. À cela s'ajoutent des phénomènes naturels, comme la fermeture récurrente des passes qui relie la lagune à la mer, les inondations ou l'érosion des côtes.

La pollution humaine reste un facteur déterminant. La grande majorité des effluents urbains et industriels d'Abidjan arrivent peu ou pas traités dans la lagune Ébrié, contribuant à la dégradation de la qualité des eaux, ce qui est très préjudiciable aux mangroves. Les différents projets d'assainissement et d'aménagement de la baie de Cocody doivent, à terme, permettre de retrouver une dynamique écologique. L'assainissement de la baie aura un impact positif sur les mangroves entourant Abidjan, notamment celle de l'île Boulay. Cette opération, déployée à l'échelle du pays, leur redonnerait une nouvelle vie... ainsi qu'aux lagunes. ■

Abidjan, au centre de son monde

Ici, c'est « Babi » ! Une mégalopole entre terre et mer, cosmopolite, excessive, industrielle et festive. VISITE GUIDÉE et en photos de cette capitale loin d'être uniquement « économique ».

par **Zyad Limam**, avec **Emmanuelle Pontié**



Sur la côte du golfe de Guinée, entre terre et lagune, elle impressionne avec ses hautes tours du Plateau, ses 13 communes, autant de villes dans la ville, son activité débridée, ses embouteillages presque légendaires, ses journées suractives et ses nuits enfiévrées, sa scène artistique d'avant-garde... «Babi», contraction locale d'Abidjan et de Babylone, s'impose comme l'une des portes de l'Afrique émergente. Une cité globale, un melting-pot stupéfiant de cultures et d'origines. Ici se retrouvent toutes les communautés d'Afrique de l'Ouest, et même d'Afrique centrale. Ici, expatriés français, libanais, chinois, vietnamiens sont venus chercher fortune ou une nouvelle vie. La mégapole de 5 millions d'habitants s'étend chaque jour un peu plus, dans une croissance spectaculaire et parfois chaotique. Abidjan pousse ses murs vers les multiples méandres de la lagune, de Bingerville à bien plus loin vers la chic Assinie, en bord d'océan, où se retrouvent les *happy few*...

À Babi, le chantier est permanent : organiser l'aménagement en eau et en électricité, lutter contre l'insalubrité, assurer la transparence des transactions immobilières, réhabiliter les voiries, prendre en charge la gestion des déchets [voir p. 70], protéger la lagune et le patrimoine vert, réinventer des lieux condamnés (comme l'ancienne décharge d'Akouédo, appelée à devenir un parc naturel). La cité est en travaux permanents. En son cœur s'élèvera la Tour F, future tour la plus haute d'Afrique. Le 4^e pont, entre Yopougon et le Plateau, traverse la lagune. Le 5^e, entre Cocody et le Plateau, est en chantier. Le métro, projet de transport urbain le plus ambitieux d'Afrique subsaharienne avance enfin, et la première ligne devrait voir le jour en 2025. Le parc des expositions, aux abords de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny, préfigure la future Aérocity. Évidemment, la pandémie est venue ralentir, un peu, le rythme. Mais Abidjan a la foi. Elle croit en son devenir, consciente de son dynamisme. En 2023, le nouveau et magnifique stade olympique d'Ebimpé accueillera la finale de la Coupe d'Afrique des nations. Et en 2030, Abidjan, «perle des lagunes», comptera près de 8 millions d'habitants. ■



Le Plateau. C'est le cœur d'Abidjan, quartier des affaires, des sièges des grandes entreprises, des déjeuners business, des avenues ombragées au pied des tours. Quartier des embouteillages aussi, avec ses taxis rouges plus ou moins en «état», et toujours un peu «trompe-la-mort».

L'Esplanade, le Plateau.

Ce sera très bientôt le nouveau palais présidentiel, vaisseau de verre suspendu sur ses piliers. L'Esplanade, conforme aux exigences de son époque, conçue par l'architecte Pierre Fakhoury, fera face, comme dans une étonnante continuité historique, au palais voulu par Félix Houphouët-Boigny, en fameuse forme de tabouret.





L'Hôtel Sofitel Ivoire.

La silhouette de la tour (haute de 100 mètres) marque la ville de son empreinte. Bienvenue dans un hôtel mythique, dont les travaux commencèrent au milieu des années 1960. Un paquebot attachant, témoin de l'histoire contemporaine du pays, avec ses hauts et ses bas.



Capitale de la mode. En Afrique, c'est Abidjan qui donne le ton. Plusieurs stylistes du cru inventent et réinventent les métissages des matières et les formes chics. Comme ici, avec Élie Kwame (au centre), qui a créé sa marque de luxe à Paris, avant de s'établir sur les bords de la lagune en 2017.



Abidjan by night. Disons-le, c'est l'une des cités africaines qui offre la palette la plus large de restaurants, discothèques et bars. Jeunes, moins jeunes, riches ou pauvres, on y fait souvent la fête jusqu'au bout de la nuit, dans les ambiances les plus diverses, ultrachics, branchées ou archi populaires.





Treichville. La capitale économique, c'est près de 5 millions d'habitants répartis sur 42200 hectares et 13 communes (trois en périphérie). De véritables villes dans la ville, avec une identité propre, un « style ». Comme Yopougon ou Abobo, dont la population dépasse le million. Ou comme ici, Treichville, située sur l'île de Petit-Bassam, au sud du Plateau. Zone industrielle et supermarché plus ou moins formel à ciel ouvert (la fameuse Rue 12), Treichville est aussi connue pour ses ambiances interlopes la nuit tombée.





Assinie. Destination favorite de la jet-set abidjanaise pour ses week-ends, Assinie est accessible par la route ou par bateau en longeant les mangroves et les petits villages lacustres. Villas cossues et beaux hôtels s'égrènent le long d'une immense plage de sable fin. Pour un farniente de choix. Loin du fracas de la cité.

Le parc des expositions. C'est l'un des projets phares de la ville de demain. Le point de départ aussi du développement de la future Aérocity, à proximité de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny. Première étape, le *convention center* de 9 000 m², avec sa grande nef centrale de 35 m de haut, pourra accueillir, de manière modulable, des expositions, des salons internationaux, des compétitions sportives, des meetings... Un nouvel « hyper-lieu » pour Abidjan.



entretien

Mahamat-Saleh Haroun

«JE VEUX PROVOQUER LE DÉBAT»

Le nouveau film du réalisateur tchadien, *Lingui, les liens sacrés*, dénonce avec force la violence du patriarcat en abordant le sujet tabou de l'avortement dans son pays. Cette œuvre féministe montre la puissante sororité entre les femmes, cette arme de résistance face à la domination, afin d'obtenir le droit de disposer de leur corps. propos recueillis par Astrid Krivian

Après *Une saison en France*, en 2017, sur les difficultés rencontrées par les personnes migrantes dans l'Hexagone, le cinéaste retourne sur sa terre natale avec son nouveau film : *Lingui, les liens sacrés*. Sélectionné en compétition officielle au Festival de Cannes cette année, celui-ci raconte le combat des femmes tchadiennes pour disposer librement de leur corps et avoir accès à l'avortement médicalisé, dans un pays où il est interdit par la loi et la religion. De nos jours, à N'Djamena, Amina vit seule avec sa fille Maria, âgée de 15 ans. Lorsque cette dernière tombe enceinte, elle est ostracisée et exclue du lycée. Et est résolument déterminée à ne pas garder l'enfant. Avec le soutien d'autres femmes, sa mère brave l'interdiction et tente de trouver un moyen pour qu'elle se fasse avorter en toute sécurité. Avec ce film féministe empreint de délicatesse, Mahamat-Saleh Haroun, prix du jury au Festival de Cannes 2010 pour *Un homme qui crie*, dresse un portrait sans concession de la société tchadienne. Il rend

hommage à ces héroïnes du quotidien, ces femmes puissantes qui résistent face aux profondes injustices de leur condition, se révoltent contre la domination masculine et les violences sexistes et sexuelles. *Lingui* brise des tabous et braque la lumière sur une réalité alarmante, douloureuse : les avortements clandestins, la mise au ban des «filles-mères» et des grossesses hors mariage, la carence d'éducation et de moyens en matière de sexualité, de contraception. Il souligne la nécessité d'ouvrir un débat sur ces problèmes de santé publique et de droits humains, afin de faire évoluer les lois et les mentalités.

AM: Le terme tchadien «Lingui» désigne les liens entre les individus au nom du vivre-ensemble. Ce titre est-il une référence à la solidarité entre les femmes dans votre film ?

Mahamat-Saleh Haroun: Oui. Cette sororité leur permet de faire face à l'adversité et de s'opposer, à bas bruit, à une domination. C'est une communauté de destins qui se reconnaissent, parce qu'elles ont en partage les mêmes problématiques ainsi qu'une mémoire collective. Elles peuvent être ministres, présidentes ou ouvrières, elles éprouvent toutes intimement des choses liées à leur corps. Face au patriarcat, elles se soudent pour trouver des solutions aux problèmes. C'est une révolution qui ne bouscule pas les choses, qui s'effectue presque clandestinement. J'aime l'idée qu'elle se déroule de manière souterraine, tel le travail symbolique de l'eau : elle ne se voit pas, mais, tranquillement, elle poursuit son chemin, et viendra un temps où elle apparaîtra au grand jour. Cette solidarité est beaucoup plus forte que n'importe quelle fraternité ou autre relation.

Ce terme évoque également le délitement de ces liens entre les personnes.

Ceux-ci sont pervertis par l'hypocrisie, par des gens qui détournent ces mots sacrés. «Lingui» appartient à un précepte traditionnel du vivre-ensemble : il s'agit de se porter secours, de s'entraider, c'est une philosophie de la vie en communauté, dans la solidarité et la bienveillance. C'est le trait d'union qui maintient la cohésion au sein d'un groupe. Le conflit advient par celui qui le rompt. Dans mon film, il y a par exemple le voisin d'un côté, l'imam de l'autre.

L'avortement est interdit au Tchad par la loi et la religion.

Comment Amina vit-elle cette épreuve – la grossesse non désirée de sa fille de 15 ans, sur qui l'on a jeté l'opprobre, et qui se fait exclure arbitrairement du lycée ?

Amina fait face à cette double interdiction et une sorte de condamnation. Elle voit le désastre, la catastrophe advenir : les choses se répètent. Car elle-même a été une «fille-mère» et a été rejetée par sa famille pour avoir «fauté». Elle se retrouve désormais à la marge, comme la proie d'un système qui essaie d'avoir une emprise sur les plus faibles. Quand elle prend conscience de la tragédie qui arrive, elle se révolte et s'investit dans cet amour pour Maria. D'où cette affection qu'elle manifeste à son égard. À ses yeux, cet amour vaut plus que tous les discours, les interdits,

« On n'inculque pas d'éducation sexuelle aux filles. Et une fois qu'elles sont enceintes, on juge que c'est de leur faute. »

les croyances. Amina se soulève, alors que jusqu'ici, elle baissait la tête. Elle pensait qu'en se comportant ainsi aux yeux de tous, en se soumettant, elle obtiendrait peut-être une forme d'absolution. Mais elle comprend que ce n'est pas le cas.

C'est une double peine pour les femmes. Certaines tombent enceintes parce qu'elles ont été violées, d'autres sont abandonnées par leur partenaire. Elles sont ensuite considérées comme fautives, mises au ban de la société, et portent ce poids sur leurs épaules, ce choix douloureux : avorter ou non.

Malheureusement, c'est la réalité. L'élite africaine, c'est-à-dire une minorité, dont je fais partie, éprouve une sorte de honte à parler de ces sujets, elle ne veut pas les évoquer. Avec la volonté de porter un regard absolument positif sur l'Afrique, on est dans un déni total de cette réalité. Cela relève de l'idéologie capitaliste : on ne veut pas montrer ceux considérés comme les «perdants» de notre société. Mais la majorité des femmes que je côtoie lors de mes enquêtes vivent ces situations, cette double peine. Et c'est devenu un phénomène très courant. Pas plus tard qu'il y a une semaine, on a encore retrouvé un nouveau-né abandonné dans une décharge. Le déni et les tabous dominant. On n'inculque pas d'éducation sexuelle aux filles, on ne les informe pas sur la contraception, sous prétexte que cela les inciterait à avoir des relations sexuelles hors mariage. Et une fois qu'elles sont enceintes, on juge que c'est de leur faute. Mais on ne parle jamais de la responsabilité de l'homme ! D'autant plus qu'au Tchad – j'ai interrogé beaucoup de personnes, locuteurs de différentes langues –, le mot «viol» n'existe pas. Donc la situation qu'il désigne n'a aucune réalité. Attraper une femme derrière un arbre et la forcer à coucher avec soi ne relève pas d'un crime. On ne veut pas parler de cette horreur. Or, en tant que cinéaste, je suis aussi là pour raconter ce qui ne va pas. Et pas seulement pour le dire, mais également pour interroger la société, et ainsi provoquer un débat... Une lumière en tout cas.



Aux côtés de ses actrices, au Festival de Cannes 2021, où le long-métrage était sélectionné en compétition officielle.

Votre film est très attendu auprès du public féminin dans votre pays?

Oui, il y a une attente extraordinaire. Certaines associations féminines souhaitent organiser une tournée à travers le pays et ouvrir des discussions avec des femmes. On ne veut pas prendre à bras-le-corps cette réalité, car on pense que si vous leur parlez de sexe, vous poussez les femmes à en faire. Ce n'est pas juste. Deux projections privées ont déjà eu lieu. Une responsable politique a vu le film et a déclaré que toutes les Tchadiennes dans la salle connaissaient cette histoire, l'ont traversée ou côtoyée. Majoritaires dans le pays, elles subissent ces épreuves dans le silence, parce que la tradition veut les reléguer à l'arrière-plan, considérant que leur parole ne compte pas.

Le projet d'un code de la famille pour aider les femmes sur la grossesse et la contraception n'a jamais été voté par le parlement?

Non. Alors qu'après sa présentation au Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou, mon film a reçu le prix spécial de l'Assemblée nationale du Burkina Faso. Ces élus ont compris que ces problèmes les concernent, relèvent de leur travail en tant que représentants du peuple. J'espère que *Lingui* ouvrira des débats et un espace de liberté pour les femmes, afin qu'elles soient maîtresses de leur corps. On ne peut pas être victimes de violences sexuelles et, en même temps, se retrouver bannies de la société. Rappelons qu'au Tchad, récemment, deux cas de viols collectifs se sont produits: des hommes se sont filmés à visage découvert et ont balancé la vidéo sur les réseaux sociaux...

Détournant l'interdiction, certains médecins pratiquent l'avortement médicalisé, risquant cinq ans d'emprisonnement et la radiation à vie.

Certains médecins humanistes prennent le parti des femmes. Si l'on est un peu sensible, on ne peut pas rester indifférent face

à l'injustice, fermer les yeux sur certaines réalités. Il faut savoir qu'une gamine de 15 ans qui tombe enceinte est traumatisée à vie dans tous les cas, qu'elle garde ou pas l'enfant. Quant aux avortements clandestins, ils se passent mal dans la majorité des cas. Comme la femme est censée être fautive, on l'aide, mais avec mépris. Seule la médecine prend en charge cette question avec humanité.

Le cinéma peut-il contribuer à faire évoluer la société, et pourquoi pas les lois ?

Bien sûr. *Rosetta*, des frères Dardenne, a poussé la Belgique à adopter le « plan Rosetta ». [Palme d'or au Festival de Cannes 1999, le film raconte les difficultés d'une jeune ouvrière pour s'intégrer dans la société. Le dispositif ministériel avait pour objectif « un emploi pour chaque jeune », nldr.] Le cinéma représente une société, raconte des histoires d'hommes et de femmes vivant dans un espace. C'est l'art le plus accessible à tous. Il n'est pas nécessaire d'être lettré, de savoir lire comme pour la littérature. Au cinéma, on vit les émotions, on n'a pas besoin de « savoir regarder ». Il faut juste peut-être apprendre à analyser. Ce médium qui touche le plus grand nombre peut influencer la marche des choses. Et puis, nous ne vivons pas dans des lieux où l'on fait des films pour se divertir.

Malgré les difficultés et la violence des situations, vous filmez la beauté de N'Djamena, inondée de sa lumière dorée, les couleurs chatoyantes des rideaux, des vêtements, la majesté du fleuve Chari...

Je voulais montrer la beauté de la nature, du paysage, de la ville. Ce sont les hommes, acteurs de cet espace, qui le rendent tragique. Il me semble que le contraste entre la beauté d'un lieu et le drame vécu renforce ce sentiment de souffrance. On ressent plus fortement les émotions.

La première scène montre votre héroïne en plein labeur, fabriquant ses fourneaux avec du matériel de récupération, gagnant sa vie à la sueur de son front. Pourquoi était-ce important d'ouvrir ainsi le film ?

D'entrée de jeu, je voulais ancrer Amina comme une femme qui se bat et se consacre à son travail. Elle essaye

« Le cinéma, c'est l'art du silence. Il est une brèche qui laisse le spectateur entendre les sentiments des personnages. »

de projeter sa fille vers un autre destin que le sien. Finalement, le drame survient et la ramène en arrière. Amina est une battante, elle ne recule devant rien. Je voulais montrer le travail de manière concrète. Aujourd'hui, il suffit de faire un plan de quelqu'un devant un ordinateur pour raconter son boulot : il peut être médecin, comptable... La réalité du travail n'est pas incarnée. Moi, j'aime qu'il le soit, surtout quand il est manuel. Le travail des mains relève d'une mémoire universelle, que l'on a tous en partage.

Dans votre famille, quelle femme a joué un rôle déterminant dans votre éducation ?

Ma grand-mère a été une vraie boussole pour moi. C'était une femme rigoureuse, d'une grande probité, exigeante. En 1946, elle a divorcé et s'est enfuie avec mon père, son seul enfant. On l'a rattrapée, car mon grand-père faisait partie de la cour du sultan. Et on lui a arraché mon père. Cette femme ne s'est jamais remariée et n'a jamais eu d'autre enfant. Jusqu'à sa mort, en 2002, elle n'a jamais vécu une autre relation. Un jour, quand j'étais enfant, le marabout de l'école coranique à Abéché, où j'étudiais, m'a frappé. Elle a entendu mes pleurs quand je suis passé sous sa fenêtre en rentrant chez mes parents. Apprenant ce qu'il m'était arrivé, elle m'a pris par la main, s'est rendue chez le marabout et l'a traité de tous les noms d'oiseaux, devant tout le monde. Elle a déclaré que je ne reviendrais plus dans cette école. On m'a inscrit dans un autre établissement, où je pouvais faire ce que je voulais : toute la ville s'était passé le message qu'il ne fallait pas me toucher, sinon ma grand-mère ferait un scandale ! J'étais devenu intouchable par la force de cette femme.

Que vous a-t-elle transmis ?

Ce sens de l'honneur : savoir rester droit, debout, digne, ne jamais plier, ne pas accepter ce qui n'est pas juste. J'ai hérité de son très fort caractère. Tout le monde la craignait car elle était cash, elle disait la vérité. Je suis très content



de l'avoir eu comme grand-mère. Elle a forgé ma personnalité. Je me demande à quel point cela m'a influencé. On me dit souvent que mes personnages sont dignes. Cette dignité, l'idée que toute vie mérite respect, je la tiens d'elle. Elle m'accompagne tout le temps. J'ai ce dernier souvenir d'elle: je voulais la prendre en photo en train de faire ses ablutions. Elle me disait: «Pourquoi tu ne prends en photo alors que je suis vieille? Pourquoi tu ne l'as pas fait quand j'étais jeune et belle?» J'ai trouvé ça tellement ça puissant.

D'après vous, le féminisme au Tchad n'est pas une doctrine théorisée, mais il est agissant, pragmatique?

Il agit très concrètement et ne s'embarasse pas de discours. Les femmes ont par exemple inventé les tontines [association collective d'épargne, ndlr], une entraide sous forme de mutualisation de leurs moyens. Elles agissent parce qu'il faut faire les choses. C'est noble. On n'a pas besoin d'icône, mais juste de personnes qui constatent les problèmes et trouvent des stratégies pour les résoudre. Puisque les lois ne viennent pas, puisque tout est dominé par les autres... J'ai beaucoup de respect pour ce pragmatisme.

Les personnages de vos films appartiennent souvent à la marge. Pourquoi vous intéressent-ils?

Le centre domine, mais il finit par s'effondrer – telles les bulles financières – car il se suffit à lui-même, il ne va nulle part. Il n'a plus de désir de transformer la société, il est arrivé, parvenu. Le centre, c'est la fin de l'histoire. Tandis que les personnes à la marge sont mues par un désir, un espoir, une force vitale. Elles font mouvement, finissent par faire bouger le centre, elles l'irriguent.

Comment avez-vous conçu le rythme, qui laisse la place à la suggestion, à l'ellipse, au silence?

Mon récit respecte le rythme intérieur des personnages et de leur environnement. Je ne suis pas le seul à cultiver cette éthique. Faut-il monter un film de telle façon sous prétexte qu'aux États-Unis ou à Hong Kong, on vit à deux cents à l'heure? *Lingui* s'inscrit contre l'idéologie du récit hollywoodien dominant, qui considère que les relations humaines sont compliquées, que personne ne peut agir spontanément pour aider l'autre. Par exemple, avant de découvrir peu à peu qu'ils s'aiment, deux personnages vont d'abord se haïr. Ou une personne va demander de l'aide à une autre, celle-ci va refuser, on va scénariser tout ça, puis elle va culpabiliser, se transformer, et accepter enfin d'aider l'autre.

Ce procédé nous a colonisé l'esprit. Dans mon film, je voulais que les protagonistes réagissent comme ils le font au Tchad: de manière spontanée. Quand un problème surgit, les gens vous aident comme ils peuvent. C'est un récit humain, tout simplement. Quand quelqu'un se présente en vous disant: «J'ai faim», vous ne lui dites pas non en réfléchissant pendant deux heures avant de changer d'avis. Le cinéma peut inciter à adopter certains comportements. On a tort de le considérer comme quelque chose de léger, alors qu'il a tellement forgé nos vies.



FILMOGRAPHIE SÉLECTIVE

- ▶ *Lingui, les liens sacrés* (sortie dans les salles françaises le 8 décembre)
- ▶ *Une saison en France* (2017)
- ▶ *Grigris* (2013)
- ▶ *Un homme qui crie* (2010)



Hollywood a influencé le comportement du public. Aujourd'hui, on parle de violences faites aux femmes, mais les films que je voyais adolescent montraient Gregory Peck ou John Wayne embrasser de force une femme, laquelle refusait d'abord, puis finissait par céder. C'est cette image qui nous a été véhiculée,

cette compréhension, cette représentation des rapports femmes-hommes que l'on nous a fournie: il faut forcer la petite copine, et elle finira par accepter!

Pour vous, le silence est l'essence même du cinéma?

Oui. Le cinéma, c'est l'art du silence. Il est une brèche qui laisse le spectateur entendre les sentiments des personnages, le fait entrer dans son intimité, son intériorité, il permet aussi de le comprendre. À la différence de la littérature, le silence est incarné au cinéma, il a une durée, un poids.

Pourquoi considérez-vous le journalisme comme la meilleure école pour réaliser?

Car il nous apprend l'art de raconter. Vous devez synthétiser en 1 minute un reportage tourné durant une journée. Ce n'est pas seulement valable pour la réalisation, mais pour tous les autres métiers de création. Beaucoup de grands écrivains ont été journalistes.

La musique originale de *Lingui* est signée du Sénégalais Wasis Diop. On entend aussi les musiciens maliens Ali Farka Touré et Toumani Diabaté. Pourquoi ce choix?

Leurs musiques racontent des paysages. C'est très puissant, ancré quelque part, incarné. Quand j'écoute Ali Farka Touré, je vois le Sahel, la solitude de ses paysages. ■



interview **Yasmine Chami**

« Quelque chose est à réinventer pour les hommes »

Après avoir exploré l'abandon d'une femme par son mari dans *Médée chérie*, l'écrivaine marocaine passe de l'autre côté du miroir. Avec *Dans sa chair*, son puissant nouveau roman, elle se glisse dans la peau de celui qui part.

propos recueillis
par Catherine Faye

O n la dirait échappée d'un film en noir et blanc. Comme dans *La Rose pourpre du Caire*, elle semble avoir jailli de l'écran pour nous entraîner dans une aventure tressée de passions. Mais, à la différence du film de Woody Allen, Yasmine Chami nous invite à la suivre dans un récit : celui d'un destin multiculturel et animé par une flamme littéraire. À Paris d'abord, où, diplômée en philosophie à l'École normale supérieure et agrégée en sciences sociales, elle se tourne vers l'anthropologie. À New York ensuite, où la maternité devient la clef de voûte de son existence. Et à Casablanca enfin, où elle a vu le jour il y a une cinquantaine d'années et où elle vit depuis vingt ans. Après y avoir dirigé la villa des Arts, fondé une société de production et proposé des émissions sociales à la télé, elle se consacre désormais à l'enseignement de la littérature. Son œuvre est à l'image de sa sensibilité, subtile et élégante. Doux, presque enfantin, son discours se fait volubile lorsqu'on la questionne sur le sens des mots, le temps qui passe, les métamorphoses, la portée des représentations. Sa tendresse pour les humains l'a amenée à formuler une équation lucide où féminin et masculin se reconstruiraient enfin. Ensemble.

AM: Pourquoi avoir voulu aborder la même histoire que dans votre précédent roman, mais cette fois par le prisme de l'homme?

Yasmine Chami: La question centrale des deux textes est celle de l'abandon. Ma première vision de ce couple qui se disloque, dans le cadre de *Médée chérie*, est celle d'une femme. Après trente ans de mariage, de loyauté et d'engagement dans son couple, Médée se trouve confrontée, à la cinquantaine passée, au départ brutal de l'homme qu'elle aime, le père de ses enfants. Tout à coup, il disparaît dans un aéroport. C'est ce choc que j'ai voulu raconter, la désagrégation de ce que l'on croyait être là. Seulement, à la fin de ce roman, on ne sait pas ce qu'a vécu pour sa part l'auteur de cet abandon, Ismaïl. Ce serait tellement simple de dire: «C'est un sale type.» En réalité, non, c'est un type bien. Bizarrement, l'extrême vulnérabilité est du côté de ce personnage complexe.

Qui est l'homme qui abandonne Médée?

Ismaïl a grandi dans le Maroc des années 1970. Très jeune, il est frappé de plein fouet par les années de plomb lorsque son père, un intellectuel, est enlevé par les services de la sécurité marocaine. Pour protéger sa mère et ses sœurs, il n'a d'autre choix que d'être l'homme de référence et de réussir brillamment, en devenant neurochirurgien, car son père avait décidé qu'il serait médecin. Il assume donc seul la place du chef de famille et porte le pouvoir patriarcal. Lorsqu'il rencontre Médée, il est émerveillé. Très belle, artiste, elle est issue de la grande bourgeoisie de Tanger; son père est un grand collectionneur, sa mère hante les fêtes cosmopolites. Tout un monde s'ouvre à lui. En même temps, Médée incarne une forme d'intégrité. C'est une femme simple, très ancrée dans son art. Elle devient la mère de ses enfants, et pendant trente ans, Ismaïl l'aime profondément.

En quoi cet homme n'est-il pas un bourreau lorsqu'il s'en va?

En réalité, Ismaïl ne rencontre son vrai désir, dans son acception totale, qu'à 60 ans, en la personne d'une jeune femme, Meriem, qui elle aussi est neurochirurgienne. Il y a dans leur relation à la fois un rapport de transmission, qu'il ne peut avoir avec Médée, et un effet miroir. Meriem lui rappelle le jeune neurochirurgien qu'il a été. Comme lui, elle vient de la classe moyenne rabatie, s'est construite à la force du poignet et s'inscrit dans la résistance des corps. Dans la guérison. Cette fille de féministe est dans une trajectoire ascendante. Elle veut devenir une grande professeure de médecine. Avec la rencontre de Meriem, toute la vie d'Ismaïl est remise en question. *Dans sa chair* aborde donc ce versant. C'est un homme rompu, à l'aune de la crise existentielle décrite dans

La Femme rompue, de Simone de Beauvoir. Et un homme défait, dans tous les sens du terme. Mais, au risque de surprendre, je pense qu'il peut être parfois plus violent d'abandonner que d'être abandonné.

Il est rare qu'une femme propose un tel regard. Comment celui-ci s'inscrit-il dans l'effervescence féministe actuelle?

Le mouvement #MeToo a rendu justice aux femmes vis-à-vis des violences à leur encontre, de la domination patriarcale qui s'exerce sur leur corps, leur psyché, leur vie. La révolte est universelle. Notamment sur la question du corps fécond, enjeu d'un rapport de force. La puissance d'enfanter est payée très cher, à plus d'un titre. Médée était là pour donner une voix, en écho à ce mouvement social. Mais se peut-il qu'un mouvement #HeToo lui succède? Il le faudrait, car le patriarcat fait éga-

lement du mal aux hommes, et c'est ce que je voulais montrer dans ce nouveau roman. Les choses sont en train de bouger, même si ce n'est pas partout dans le monde. Et il y a un déplacement évident du masculin. C'est irréversible. Quelque chose est donc à réinventer pour les hommes. Pour les femmes également. Ensemble. Car on ne peut pas vivre les uns sans les autres.

D'autres voix font-elles écho à vos propos?

Le travail de la journaliste et essayiste suisse Mona Chollet sur la condition féminine et l'imaginaire contemporain est intéressant. Tout comme celui des cinéastes Laïla Marrakchi et Nabil Ayouch. Mais c'est minoritaire, car nous ne sommes pas dans l'ère de la subtilité. Les médias clivent tout. Vous êtes pour ou vous êtes contre. C'est oui ou c'est non. Cela empêche d'avancer. En réalité, tout est mouvement, subtilité. Les avancées de l'un favorisent les transformations de l'autre. Ce sont sur les représentations collectives et individuelles qu'il faudrait se questionner et cheminer. Mais il faudrait également que les

politiques et les intellectuels s'engagent. Au Maghreb, le fait d'instrumentaliser la question de la domination féminine de manière extrêmement grossière empêche de donner la parole à des femmes intelligentes qui peuvent penser le masculin et les représentations des deux genres. On sert au public une espèce de sauce industrielle où la femme maghrébine est forcément dominée, misérable, et où l'on va voler à son secours. C'est ridicule. Alors qu'il y aurait à penser la complexité de la construction des valeurs, les avantages du patriarcat pour certaines femmes et certains hommes, la vulnérabilité que suppose la sortie du patriarcat pour certaines femmes, la mise en place de nouveaux termes de la représentation des uns et des autres, et



Dans sa chair paraîtra aux éditions Actes Sud le 5 janvier.

une nouvelle construction du féminin et du masculin. C'est le propos de *Dans sa chair*. Je l'ai écrit comme cela.

Comment vous êtes-vous mise dans la peau d'un homme ?

L'écrivain est un canal profond. J'ai commencé à penser à ce roman trois ans avant de l'écrire, au fil d'une très lente maturation. J'ai beaucoup lu et relu : Albert Cossery, Léon Tolstoï, Fiodor Dostoïevski, Albert Camus... Je voulais comprendre comment ils ressentent le monde, la question de la liberté, le fait de devoir prouver des choses. Appréhender l'autre côté. Celui des hommes. Les femmes sont élevées dans l'idée qu'elles doivent être désirées. C'est un impératif puissant, qui les rend parfois un peu passives. Mais qu'est-ce que cela représente de faire le premier pas, de se risquer, de considérer l'autre comme un objet de désir ? Comment tout cela s'articule-t-il ? Je me suis interrogée sur le ressenti d'hommes pas toujours sûrs d'eux, hypersensibles, sur cette sexualité où l'on doit prouver que l'on peut. Il y a un poids, une violence faite aux hommes du fait de ce rôle « actif » que la société leur réserve : réussir, produire, assurer, sécuriser, être puissant dans l'acte sexuel. C'est parti de là, et il y a un moment où ça s'est ouvert en moi. Je me suis dit que si un homme avait écrit l'histoire d'Anna Karénine, une femme pouvait écrire celle d'Ismail.

Le rapport à l'amour de l'héroïne de Tolstoï

a-t-il inspiré le choix d'Ismail : celui de tout quitter ?

Ismail est une Anna au masculin. Cette femme magnifique est la personnification d'une folie romantique qui rêve d'incarner la fusion passionnelle, sans jamais anticiper la fin du désir de l'homme. C'est l'opposé de la sagesse méditerranéenne, où les femmes gèrent ce désir, manipulent, rusent, parce qu'elles savent très bien qu'il a une fin. Anna abandonne son enfant, son mari, se retrouve déclassée, à la marge, sans jamais se penser. Il y a chez elle un lâcher-prise fou. Dans son amour, elle ne sait qu'être présente à l'autre. Et dans cette présence, elle tue le désir. Pour Ismail, c'est pareil. Et tout se passe dans sa chair : il a des liens de chair avec sa mère, ses mains travaillent dans la chair, et il vit dans sa chair la perte de son père, son amour pour Médée, puis la rupture avec son fils et la perte définitive de sa famille. Il aurait pu vivre sa passion avec Meriem sans quitter Médée, mais ce n'est pas le choix qu'il fait. Il a cette exigence de loyauté. D'intégrité.

Était-il important que Médée soit une artiste ?

C'était fondamental. Car en étant sculptrice, cette femme a un univers personnel très fort. Elle a trouvé la puissance d'exister par son art et, en même temps, elle le fait avec une discrétion caractéristique d'une génération. On n'imaginerait pas aujourd'hui une femme obligée d'aller travailler sur le toit de la maison, seul endroit que Médée a trouvé pour sculpter. Mais il y a trente ans, oui, car il y avait cette impression de voler quelque chose à sa famille et un sentiment d'illégitimité à s'affirmer dans une activité, quelle qu'elle soit. C'est son art qui lui permet de transformer l'abandon, en le sublimant. Elle lui donne un sens et se répare symboliquement, en remodelant

« On sert au public une espèce de sauce industrielle où les Maghrébines sont forcément dominées, misérables, et où l'on va voler à leur secours. C'est ridicule. »

sa trajectoire, pour avancer encore plus dans ce qu'elle est : une artiste accomplie.

L'écriture occupe pour vous une place équivalente à la sculpture pour Médée...

En effet, et ce depuis l'âge de 7 ans. J'ai une âme poreuse et, très tôt, j'ai vécu de manière très angoissée et puissante les questions qui agitaient mes parents et les adultes autour de moi, avec une hyperacuité et une hypersensibilité presque malades. L'écriture est alors devenue une tentative de donner du sens, de réduire les gouffres que créaient ces questions dans ma psyché d'enfant et que les adultes organisaient en moi. Depuis, la littérature est pour moi un monde possible, un monde habitable. C'est mon territoire.

Y a-t-il un lieu sur Terre qui compte particulièrement pour vous ?

Il s'agit d'un endroit très étonnant à Casablanca, où je travaille à mon prochain roman. On y voit une falaise qui tombe dans l'Atlantique, un vieux quartier créé par les Français pendant la colonisation, à destination des anciens soldats de l'armée nationale, une médina, un phare, une cité financière affreuse, avec d'épouvantables bâtiments et des restaurants bling-bling. D'un côté, l'immensité et la puissance de l'océan sauvage, qui ouvrent sur la liberté ; de l'autre, la ville. C'est en ce moment un lieu exceptionnel pour moi, qui m'habite et me régénère. Parce qu'il y a tout : la vanité humaine, le poids de l'histoire, le phare qui guide, la vieille médina et ses habitants qu'on a séparés de la mer, des constructions qui n'ont pas de sens, la vieille nécropole juive, le cimetière chrétien, et la mer, en face, avec l'aspiration pour des milliers de jeunes Marocains à partir, et où des pêcheurs lancent leurs lignes et des enfants jouent sur des bouées. Quelque chose d'éternel et de condamné. ■

rencontre

FEMI ET MADE KUTI

« LE SENS DE NOTRE HÉRITAGE »

Le fils et le petit-fils de Fela sortent un double album, *Legacy +*. Avec ce dialogue familial, les musiciens nigériens perpétuent la tradition militante de l'afrobeat, inventé par leur illustre aîné. Entretien croisé.

propos recueillis par Astrid Krivian

L'esprit de cet album est placé sous l'égide des ancêtres, de la filiation, scellant une tradition musicale et spirituelle. *Legacy +* réunit le nouvel opus de Femi Kuti, *Stop the Hate*, et le premier de son fils Made, *For(e)ward*. Chacun apporte sa pierre à l'édifice de l'afrobeat, legs de Fela Anikulapo Kuti, cocktail musical jubilatoire couplé de textes conscients. Tous deux en proposent une vision qui leur est propre, redessinant ainsi les contours de cette musique unique en son genre. Reprenant le flambeau de son père, fervent défenseur de la justice sociale et du panafricanisme, Femi dénonce inlassablement dans son œuvre, la corruption des élites, l'impérialisme, les inégalités qui minent le Nigeria et, plus largement, le monde. Né en 1996, Made a intégré l'orchestre paternel, The Positive Force, dès son plus jeune âge. Multi-instrumentiste (basse, trompette, saxophone, batterie, piano...), il a, comme son grand-père Fela, étudié la composition au Trinity College de Londres. S'il évolue à Lagos avec son propre groupe, The Movement, Made joue à tous les postes sur *For(e)ward*. Complices à la ville commée à la scène, père et fils nous ont accordé une entrevue à l'occasion de leur concert au festival Africolor, en région parisienne.



À Paris,
le 18 novembre
dernier.



AM: Que représente pour vous ce *Legacy +*, où sont réunis vos albums respectifs ?

Femi Kuti: Nous appartenons à une lignée de sept générations de musiciens. Cet héritage se perpétue avec Made. Le « plus » du titre se réfère à cette continuité. Les enregistrements de nos disques étaient concomitants, et j'ai pensé que ce serait une belle idée de montrer au monde, à travers un album commun, l'amour que nous nous portons. Ainsi, les gens ressentiront cette intimité, cet amour. J'ai proposé l'idée à Made, qui l'a adorée.

Made Kuti: Publier mon premier disque au côté de la personne que je chéris le plus, que je respecte le plus musicalement, qui m'a toujours guidé dans mon cheminement artistique, est un projet très précieux pour moi. Ce « plus » a une valeur fondamentale, car il prend en compte ce qui nous précède, et aussi ce qui viendra après nous. Le sens de cet héritage dépasse nos deux personnes, il traverse le temps et ne se limite pas à la musique.

Femi, votre fils vous accompagne-t-il depuis longtemps au sein de votre orchestre, The Positive Force ?

Femi: Made avait trois ans quand nous avons remarqué ses aptitudes et son désir de faire de la musique. Il a donc suivi des cours particuliers de trompette, puis de piano et de saxophone.

À 9 ans, il a rejoint mon groupe, nous sommes partis en tournée et il a enregistré mon album *Day by Day* [en 2008, ndlr]. Il a vu le monde depuis la perspective d'un musicien. Quand les tournées ont commencé à perturber ses études, je lui ai fait reprendre le chemin de l'école. Ce n'est pas un but ultime, mais à son âge, c'était important qu'il reçoive une éducation. En particulier dans un pays comme le Nigeria où, si vous n'avez pas les connaissances, si vous n'êtes pas éduqué, on peut facilement vous opprimer. Je voulais m'assurer qu'il soit armé pour faire face dans sa vie d'adulte. Il a étudié la composition musicale au Trinity College de Londres. Il a progressé de manière fulgurante, nous étions tous étonnés ! Puis, il a remplacé mon bassiste dans mon orchestre. Nous sommes partis en tournée, et la pandémie de Covid-19 est arrivée. Comme disait mon père, « même les mauvaises choses ont leur bon côté ». C'est très triste cette pandémie, mais on a essayé de la mettre à profit. Made a aussi son propre groupe à Lagos, et je lui ai proposé de revenir dans The Positive Force pour jouer du saxophone.

Vous racontez que votre père, Fela, vous a élevé de manière très peu conventionnelle. Vous souhaitiez procéder autrement avec Made ?

Femi: Notre relation, avec mon père, était très étrange. C'était comme s'il me laissait dans une forêt, ou en pleine mer, et qu'il me disait: «Débrouille-toi pour trouver ton chemin!» C'était très risqué. C'est très dur à faire comprendre aux gens, car ils adorent mon père. Moi, je pense que ce n'était pas bon. J'étais trop libre. Par exemple, je conduisais une voiture dès 12 ans. Comment peux-tu laisser un enfant de cet âge faire ça? C'était dangereux, fou. Je ne laisserai jamais mes enfants prendre ce genre de risque. La vie est trop fragile. Avec le recul, je sais que j'ai eu beaucoup de chance. J'ai vécu trop de moments complètement dingues: en certaines occasions, j'aurais pu mourir ou être gravement blessé... Je pense qu'un ange adorable m'a protégé toute ma vie, depuis le paradis ou ailleurs. Beaucoup de personnes ont jugé que je faisais de Made un enfant gâté. Alors que je lui ai juste donné de l'amour! Je lui ai fait part de mon expérience, notamment en tant que fils de Fela Kuti. Je lui ai transmis toutes mes connaissances. J'estimais que c'était très important qu'il sache lire la musique, qu'il aille à l'université... J'ai donné à mes enfants ce que tout parent est censé leur donner: de l'amour, de la tendresse, être présent, leur donner confiance.

Made, quelles sont à vos yeux les choses les plus essentielles que vous aït transmises votre père?

Made: L'intégrité et l'amour. Dans notre famille, nous nous aimons plus que tout au monde. Il m'a aussi appris à définir ma propre vision de la musique, à établir mes propres normes. À persévérer à travers un travail acharné, à apprendre et m'exercer chaque jour afin d'être un bon musicien. À ne pas me laisser distraire par la musique de divertissement, mais à plutôt écrire à partir de mes sentiments et de mes pensées profondes, à m'exprimer de manière sincère et authentique.

Pensez-vous, comme votre grand-père, que la musique est l'arme de l'avenir?

Made: Oui. La musique est un langage qui réunit les gens au-delà de leur origine, de leur condition. Elle est tellement puissante, elle affecte notre conscience. Nous en écoutons sans même le savoir, parce que la vie, tout le vivant qui sonne et qui vibre, est musique. C'est une belle, une chaleureuse manière de faire passer des idées, un regard, de construire quelque chose de positif. Et c'est à l'auditeur d'interpréter librement le message, de lui donner un sens.

Femi, vous avez construit votre carrière en créant votre propre style et en vous détachant de la figure paternelle.

Vous souhaitiez aussi ne pas faire ombre à Made?

Femi: Oui. Tout le monde voulait que je sois comme mon père, que j'agisse comme lui, m'éloignant de qui j'étais réellement. Je m'habillais comme lui, portais les mêmes chaussures... Mais, au fond, je n'étais pas heureux. Où était Femi Kuti? Je ne voulais pas que cette expérience se reproduise pour mes

” Mon père, Femi, m'a appris à définir ma propre vision de la musique, à établir mes propres normes.

enfants. Made aurait été malheureux. Je me suis toujours assuré qu'il ne subisse pas de pression. Je lui disais: «Sois Made! Tu es mon fils, je me vois en toi, mais je ne veux pas que tu m'imites. Je veux t'aimer et t'apprécier pour ce que tu es.» J'ai toujours fait en sorte qu'il puisse s'exprimer librement. Il connaît sa filiation, son héritage, il aime son père, son grand-père, sa famille, mais il sait qui il est. Ses décisions lui appartiennent. S'il rencontre des difficultés, je pourrai toujours le conseiller. Mais c'est important d'être soi-même. Et c'est ainsi que j'aime sa musique. S'il essayait de me copier, peut-être qu'en tant que père, je lui dirais que sa musique est très bonne, mais, au fond de moi, je ne le penserais pas. J'aime profondément sa musique, j'y entends des influences de Fela, de moi, mais aussi quelque chose de nouveau. Il a créé son propre univers. Et je suis très impatient de découvrir la suite, qu'il nous en donne plus, car il ne fera que progresser au fil du temps. J'ai assisté à quelques-uns de ses concerts, il s'améliore très rapidement. Quand j'avais son âge, je n'en étais pas là... Je sais qu'il est sur le bon chemin, ça me rend très heureux. Voir Made s'épanouir est vraiment une lumière dans ma vie.

Made, on vous demande souvent comment vous vivez le fait d'être le petit-fils de Fela et le fils de Femi.

Or, pour vous, ce n'est pas une pression.

Made: En effet, car cette filiation a apporté tant de choses positives dans ma vie. Et je remercie mon père de m'avoir guidé, de m'avoir aidé à savoir vivre et à me positionner en tant que Kuti. Quand les gens essaient de me mettre une pression, à travers des remarques, des conseils, d'établir des comparaisons, de créer une compétition entre nous, c'est ridicule. Tout ça nous rapproche, nous soude plus encore. Tout ce que j'ai fait dans ma vie, l'éducation que j'ai reçue, les connaissances, la musique, les livres... c'est grâce à mon père. Alors, tenter de m'inciter à le voir comme un concurrent plutôt que comme un guide, c'est vraiment malveillant.



Legacy + réunit le nouvel opus de Femi, *Stop the Hate*, et le premier de Made, *For(e)ward*.

Vous avez grandi au Shrine, temple de l'afrobeat et de la contre-culture. Qu'y avez-vous appris ?

Made: Enfant, j'avais la liberté de faire ce que je voulais. Et j'ai eu la chance d'avoir des parents qui répondaient à mes questions, aussi honnêtement que possible. Donc j'ai pu très jeune avoir conscience de beaucoup de choses. Car dehors, en ville, je voyais les injustices, les inégalités criantes, des gens qui vivaient dans la rue, au cœur de la pollution... Comment la condition humaine peut-elle être aussi épouvantable ? Mes parents m'ont expliqué le fonctionnement du monde. Et puis le Shrine est vraiment un espace pour les esprits libres. Des personnes de toutes les classes sociales y viennent, mais la majorité appartient aux couches les plus défavorisées. Il y a aussi des visiteurs venus des quatre coins du monde qui veulent absolument voir le Shrine. Et des gens issus de la classe supérieure nigériane qui viennent se détendre, parce qu'ils sont las de leur environnement et de leur communauté. J'ai grandi en voyant sur les murs ces posters de leaders qui sont les raisons mêmes de l'existence du Shrine : les Africains Patrice Lumumba, Thomas Sankara ; les Américains Malcolm X, Martin Luther King... J'ai pu lire de nombreux livres, tel *Black Man of The Nile and his Family* de Yosef Ben-Jochannan... J'ai été très chanceux d'être imprégné de tous ces éléments, qui ont forgé ma conscience. Cela m'a permis de penser et critiquer le monde qui m'entoure.

En dehors de la musique, partagez-vous d'autres passions avec votre père ?

Made: Nous jouons beaucoup au jeu vidéo *Fifa*, je lui apprends à devenir un meilleur joueur [*rires des deux hommes*] ! Et nous discutons beaucoup, nous lisons les mêmes livres... Nous sommes toujours en lien, nous vivons dans le même bâtiment.

Femi: Nous partageons la stabilité, l'amour... C'était vraiment très différent à Kalakuta [*Fela avait baptisé sa maison communautaire à Lagos «la République de Kalakuta» – «vaurien» en yoruba, ndlr*]. Tout le monde pouvait y entrer, aller et venir. Je ne le tolérerais pas sous mon toit. Durant toute sa vie, mon père a constamment été trahi par les autres. Peut-être parce que j'étais son fils, je ne comprenais pas. Je lui demandais : «Pourquoi acceptes-tu ça ? Pourquoi les gens sont-ils si méchants ?» C'est pour cette raison qu'aujourd'hui, je ne laisse personne s'occuper de mes affaires. Pourquoi devrais-je faire confiance à n'importe qui ?

À quel genre de trahisons pensez-vous ?

Femi: Un exemple : Tony Allen. C'était un bon batteur à la base, mais c'est mon père qui lui a montré ce rythme afrobeat si particulier qui a fait de lui un grand batteur. Puis, il est parti, il a quitté Fela, estimant qu'il passait trop de temps avec des personnes qui ne le méritaient pas. Fela se battait contre le gouvernement, il mettait en danger sa propre vie. Tony Allen ne le comprenait pas, et il est allé s'installer en Europe. Puis, après la mort de Fela, en 1997, il a commencé à raconter un mensonge là-bas : il prétendait qu'il était l'inventeur de ce motif rythmique afrobeat, et qu'il l'avait donné à la musique de Fela.

” Quand je vivais avec Fela, j'étais très arrogant. Comme j'étais son fils, tout le monde me disait que j'étais le meilleur.

C'est le plus grand mensonge du milieu musical. Mon père avait créé sa propre musique, c'est lui qui montrait le rythme, lequel venait de sa danse, de son style, de son attitude... L'afrobeat transpirait Fela. Il ne s'agissait pas d'une création collective où chaque musicien apporte une idée, une esthétique, non. Si mon père avait l'esprit ouvert dans de nombreux domaines, il était très strict concernant la musique. Il ne tolérait aucune fausse note. Je me demande pourquoi les Européens, les Français en particulier, continuent à diffuser ce mensonge. Sans doute parce que Tony Allen a vécu en France... Pourquoi a-t-il menti ? C'est un exemple parmi tant d'autres du genre de trahisons que mon père a subi toute sa vie, et même après sa mort. Nous, ses enfants, sommes vraiment sensibles sur ce sujet. Car c'est évident, limpide.

Quel était votre lien avec votre grand-mère paternelle, Funmilayo Ransome-Kuti, figure majeure et pionnière de la lutte anticolonialiste et féministe au Nigeria ?

Femi: Au début, notre relation n'était pas très cool. Elle était trop stricte, trop sévère. Je ne voulais pas lui rendre visite. Mais, au fil des années, elle est devenue plus sympa, et j'ai commencé à l'apprécier. Elle était la seule personne que j'autorisais à toucher ma coiffure afro ! Elle avait l'habitude de se rendre chez mon père. Quand elle est morte, nous étions tous profondément tristes [*durant un affrontement entre Fela et les autorités à Kalakuta, des militaires l'ont jetée par la fenêtre du premier étage de la maison. Elle est morte plusieurs mois après des suites de ses blessures, ndlr*]. On ne me parle jamais de mon autre grand-mère, du côté maternel. Or, elle a fait de moi l'homme que je suis aujourd'hui. Quand je vivais avec mon père, j'étais très arrogant. Avec le recul, j'essaie toujours de comprendre pourquoi j'étais ainsi. Peut-être parce que, comme j'étais le fils de Fela, tout le monde me disait que j'étais le meilleur ! Quand mon père a été

emprisonné, je suis allé vivre chez ma mère. Ma grand-mère maternelle m'a alors crié dessus, en me disant : «Sais-tu que tu es le pire musicien que j'aie jamais entendu de ma vie?» J'étais offensé, en colère, car personne ne m'avait jamais parlé ainsi. Pourtant, elle disait la vérité. J'ai pleuré toute la nuit, j'avais tellement honte de moi. Mais ça a complètement changé ma vie. Je lui en suis tellement reconnaissant. Elle est probablement l'un de ces anges qui veillent sur moi au paradis.

Est-ce important de vous sentir relié à vos ancêtres musiciens, du côté paternel?

Femi: Oui. Ça m'éclaire sur le sens de ma présence sur terre, pourquoi je suis là, quel est mon devoir. Le passé m'aide à comprendre le présent et m'éclaire sur le futur. Il me fait aussi comprendre que la mort est inéluctable, je suis là pour un temps limité, sans en connaître la durée. Mais tant que je suis là, chaque moment est précieux pour moi. Et puis, tel un relais, je transmets cet héritage à mon fils, en m'assurant qu'il est bien préparé pour la vie, qu'il saura quoi faire quand il sera père à son tour. Encore une fois, c'est important de ne pas oublier ma famille maternelle. Tout le monde me parle de mon père, parce qu'il est si célèbre. Mais c'est ma mère qui m'a apporté la stabilité. Et je la transmets à Made aujourd'hui.

Qu'est-ce qui vous a inspiré pour l'écriture de la chanson «Stop the Hate»?

Femi: L'actualité du monde. Il y a tant de souffrance, et tant de haine. Et que fait l'ONU? Tous ces dirigeants se contentent de faire de beaux discours, mais il n'y a aucune amélioration dans la vie des citoyens, à tout niveau. C'est pourtant le moment, en cette période de pandémie, de réenvisager et de traiter autrement certaines problématiques. Ils se réunissent pour le changement climatique, mais rien ne changera. Nous le savons. Perdue, une jeune génération se soulève, et ne comprend pas pourquoi le monde va si mal, à cause de cette industrie capitaliste, cette course à l'argent, qui a pollué l'air, l'eau, les océans... Ces gouvernants sont si arrogants. Avant les élections, ils supplient les gens de voter pour eux. Puis, une fois élus, ils ont tellement de pouvoir, avec la police, l'armée à leurs côtés, et là, l'oppression du peuple commence. Or, le devoir d'un leader serait d'aider chacun à devenir soi-même un leader.

C'est un monde de division?

Femi: Oui. Prenez l'exemple du Brexit: ils ont vendu un mensonge, et maintenant cela cause des complications en Europe. Pourquoi, au XXI^e siècle, parler de division, et non d'amour et d'unité? Ils devraient plutôt songer à aider les pays les plus pauvres. Quand le monde a besoin de chacun, ils se retirent! Où vont-ils ainsi, tout seuls? Désormais, ils se disputent avec la France à cause de la pêche dans la Manche. Ils vont donc diviser l'eau, peut-être construire une clôture dans la mer: ici, c'est l'eau britannique; là, l'eau française? Et regardez l'Afrique aujourd'hui: aucun pays africain ne peut tenir debout. Quant à cette Union africaine insensée et stupide... Elle a organisé une grande réunion juste pour changer de nom, l'Organisation



Auteur-compositeur aux textes très engagés, le «grand-père» Fela Kuti était aussi une singulière figure politique. Ici, en 1986.

de l'Union africaine est devenue l'Union africaine. Une réunion pour ce motif? Mais pour l'amour de Dieu! Les leaders politiques mondiaux ont étudié dans les meilleures écoles, et regardez ce qu'ils font de notre monde. D'où l'origine de mon morceau «Stop the Hate». J'aurais dû l'appeler «Stop l'absurdité, l'insensé».

Made: Je partage vraiment ce point de vue. Ça peut paraître cliché, mielleux, mais nous avons vraiment par-dessus tout besoin davantage d'amour et de compréhension mutuelle, de tolérance. Acceptons la différence de l'autre, plutôt que de voir celui-ci comme un ennemi. Parlons pour créer un monde meilleur, au lieu de semer la discorde. ■

A close-up portrait of a man with long, dark, wavy hair and a full, dark beard. He is wearing a dark brown leather jacket over a green, textured sweater. He has a serious expression and is looking slightly to the right of the camera. The background is a solid, muted blue-grey color.

interview

Arab et Tarzan Nasser

« Cette histoire peut être universelle »

Les cinéastes (et jumeaux) gazaouis mettent l'humain au centre de leur second film : ce conte poétique met en lumière une relation inattendue entre un pêcheur et une couturière qui partagent le même goût de liberté.

propos recueillis par Fouzia Marouf



Regards hypnotiques cerclés de khôl, sourires ravageurs, cheveux longs ondulants sur leurs vestes en cuir, Arab et Tarzan Nasser ont des allures de bikers américains sortis d'un road movie ou de héros bibliques jouant dans un péplum digne des *Dix commandements*. Nés en 1988 dans la bande de Gaza, ces jumeaux ont fait des études de beaux-arts à l'université al-Aqsa. Passionnés de 7^e art, ils signent *Condom Lead*, un court-métrage, en 2013, qui est présenté en compétition officielle au Festival de Cannes. Suit la comédie noire *Dégradé*, en 2015, qui réunit 13 femmes dans un salon de coiffure avec en toile de fond le Hamas et la mafia locale. Inspiré d'un fait divers, ce huis clos féminin et politique se fait remarquer par la planète cinéma : la talentueuse

Hiam Abbass tient le haut de l'affiche et les frères Nasser ravivent le cinéma palestinien au fil d'une écriture libre, rock, un brin déjantée. Dans leur second film, *Gaza mon amour*, Issa (Salim Daw) tombe amoureux de Siham (de nouveau Hiam Abbas) et multiplie les provocations après avoir repêché une statue grecque d'Apollon en érection dans les eaux gazaouies... Sortie en France en octobre dernier, cette comédie des temps modernes représentera la Palestine aux Oscars 2021. D'une rare complicité, les frères Nasser terminent les phrases l'un de l'autre. Rencontre sous le soleil corse, où leur film a obtenu le prix du public au 39^e Festival du film méditerranéen de Bastia, en octobre dernier.

AM: Comment êtes-vous venus au cinéma ?

Arab et Tarzan Nasser: Nous sommes passionnés depuis notre prime enfance. Notre père nous a emmenés voir un film d'Andrei Tarkovski lorsque nous étions encore enfants, et il faut avouer que nous avons eu un choc esthétique et émotionnel. Il n'y a pas d'école de cinéma à Gaza, aussi nous avons étudié les beaux-arts à l'université al-Aqsa, dont nous sommes diplômés. Férés de mode, nous regardions des films uniquement pour la curiosité et la joie de découvrir les costumes que portaient les acteurs et les actrices [fries] ! Obsédés par l'image, on s'inspirait des photos de notre père qui dataient des années 1970, il avait fière allure, et on achetait beaucoup de vêtements. Nous avons écrit et réalisé plusieurs courts-métrages, dont *Condom Lead* en 2013, qui s'est fait remarquer dans de nombreux festivals. En 2015, *Dégradé*, notre premier long-métrage, a été présenté à la Semaine de la critique du Festival de Cannes et nous a révélés à l'international et au grand public.

Comment est née l'idée de *Gaza mon amour* ?

Depuis un certain temps, on souhaitait écrire un film sur une histoire d'amour à Gaza, puisqu'on n'en parle que quand il s'agit de conflit et d'intifada, et au même moment, il y a eu un fait divers médiatisé par la presse internationale : une statue en bronze d'Apollon – le dieu de l'amour – aurait été retrouvée dans les filets d'un pêcheur gazaoui ! D'emblée, ça nous a interpellés, on a eu envie de traiter ces deux aspects, de mélanger un conte amoureux et un fait divers qui prend une ampleur démesurée dans la vie du personnage principal. Il nous tient à cœur de montrer comment les gens vivent à Gaza, résistent, rêvent, et surtout y tombent amoureux, peu importe leur âge. Nous avons d'ailleurs dédié ce film à notre père. Et *Dégradé* était dédié à notre mère.

Vous placez la femme gazaouie au cœur de votre cinéma. Hiam Abbass, talentueuse actrice palestinienne, incarne Siham, femme indépendante vivant seule avec sa fille divorcée dans la zone occupée. Pourquoi avez-vous choisi de lui confier ce rôle de femme libre ?

Un lien de confiance particulièrement fort nous lie à elle. Nous en sommes très fiers, et nous avons conscience d'avoir énormément de chance de travailler avec une telle actrice, elle est exceptionnelle. Sa palette de jeu est particulièrement riche, c'est une comédienne qui a le don de s'adapter à tous les contextes et à tous les rôles, ce qui lui vaut d'ailleurs d'avoir tourné avec les plus grands cinéastes sur la scène internationale. Notre collaboration a débuté en 2014, lorsqu'elle a accepté d'incarner un rôle déterminant dans *Dégradé*. C'est pourquoi nous avons écrit le rôle de Siham pour Hiam. Nous mettons la femme

palestinienne au centre de nos films, car ça correspond à la réalité. Quant à la galerie de personnages qui marquent le récit de *Gaza mon amour*, ils existent réellement : Siham rappelle notre mère ; la sœur d'Issa, envahissante et intrusive, fait écho à notre tante – elle aime tellement son frère qu'elle s'est mis en tête de lui trouver la femme idéale, évidemment à l'opposé de Siham ; et Issa est proche de notre père.

***Gaza mon amour* est plein de subtilité, de poésie, d'humour, sur fond de trame politique...**

Il a été fait avec amour ! Et c'était un vrai défi : Gaza est auréolée de nombreux clichés, de mythes, on ignore la vraie vie des habitants, mais il nous tenait à cœur de dépeindre le quotidien de nos contemporains. De plus, ce n'est pas une ville facile : ceux qui y vivent la soutiennent, mais parfois la détestent ! Le prétexte amoureux nous semblait bien senti, car l'amour ne choisit pas. Les héros soulèvent des questionnements : pourquoi un pêcheur solitaire et sexagénaire tombe-t-il amoureux d'une femme indépendante, libre, qui vit grâce à sa boutique de couturière ? Elle qui souhaite poursuivre sa trajectoire sans la présence d'un homme dans sa vie. On voulait démontrer que les personnes plus âgées peuvent encore tomber amoureuses :

on a voulu tordre le cou aux préjugés et aux stéréotypes. Le film dit en creux que lorsque quelqu'un veut vraiment quelque chose de façon très forte, il met tout en œuvre pour l'obtenir même s'il doit aller à l'encontre du regard de la société. La puissance de l'amour dépasse les notions d'âge, de générations, ou encore la timidité. Et on rappelle que l'humour arabe est intact et que les Arabes adorent rire.

Les autres protagonistes incarnent une radioscopie de la société palestinienne : le meilleur ami et confident d'Issa est un homme marié qui envisage de s'exiler en Europe...

Absolument. Parallèlement à ce récit amoureux, on découvre d'autres destins. Contrairement à cet homme plus jeune, Issa

ne veut pas quitter Gaza, son avenir est dans sa ville natale. Il représente la vieille génération alors que la jeune n'aspire qu'à la quitter : elle a soif de découvrir le monde à tout prix, elle aspire à un ailleurs. Les personnes âgées se sont énormément reconstruites à travers Issa, car il y a peu de films qui les représentent. Pour nous, cette fiction est également une visite de Gaza qu'on souhaitait offrir aux spectateurs.

La musique est un personnage à part entière. Un certain romantisme rend hommage aux grandes voix du monde arabe, tels qu'Abdelhalim Hafez, Asmahan, Oum Kalthoum...

Elle est signée du compositeur allemand Andre Matthias, il était important que la peinture des sentiments soit



La Palestinienne Hiam Abbass, qui incarne Siham, est l'actrice fétiche des deux réalisateurs.

accompagnée avec justesse. Nous avons envie que la narration soit portée par un son différent. On a consacré cinq ans de travail à ce film, en participant aux décors, à la création des costumes, des accessoires, car notre vision artistique est globale. Et les voix arabes qui ponctuent par petites touches certaines scènes sont un poème, oui, un hommage à ces célèbres voix arabes qui nous ont tous bercés. Mais nous sommes aussi fans de raï!

Où avez-vous tourné ?

Au Portugal, pour les scènes de pêche en mer, et en Jordanie, où nous avons reconstitué un camp de réfugiés palestiniens. C'est ce qui s'en rapprochait le mieux. Il est très difficile de tourner à Gaza, qui est sous embargo israélien. On ne peut ni y entrer ni en sortir. Nous ne pouvons plus y retourner depuis que nous l'avons quittée par l'Égypte, en 2012, pour venir en France. Nous n'avons pas vu nos parents, notre famille et nos amis depuis près de douze ans : notre grand problème reste la colonisation israélienne. Seuls les journalistes pouvaient en sortir dans les années 1980. Aujourd'hui, un Gazaoui n'a pas le droit de se déplacer, ne serait-ce dans une autre ville.

Les spectateurs sont témoins des difficultés que rencontrent au quotidien les Palestiniens pour s'efforcer de survivre face à l'absurdité et la violence de certaines situations, et pourtant, à aucun moment votre film n'est amer ou vindicatif...

Notre rôle, en tant que cinéastes, n'est pas de faire un énième documentaire sur la question palestinienne. On ne voulait pas se cantonner au contexte extérieur ou à la vie au sein d'une colonie, qui est très particulier et complexe. Nous avons préféré montrer la façon dont on vit sous embargo et dont on aime – même si c'est compliqué. On a filmé une histoire d'amour qui se déroule à Gaza, certes, mais à nos yeux, cette histoire peut aussi être universelle.

Votre long-métrage a été présenté à Gaza, comment a-t-il été accueilli ?

Il a rencontré un succès formidable, ainsi qu'à Ramallah, à Jaffa ou encore à Jérusalem, où les billets étaient déjà vendus avant la projection ! Les cinémas ont dû ouvrir des salles supplémentaires. Les jeunes ont été particulièrement réceptifs et nous ont abreuvés de chaleureux messages de félicitation et de soutien sur les différents réseaux sociaux, notamment sur Facebook. Nous retenons surtout leur analyse fort pertinente, car c'était notre premier objectif : toucher le public gazaoui et celui de la région. Nous avons vécu à Paris depuis notre exil, mais Gaza est notre ville, elle est toujours présente dans nos esprits et nos cœurs. Elle est forte, difficile, elle résiste. *Gaza mon amour* ne cesse de voyager : il a été sélectionné à la 77^e Mostra de



Très complices, les frères parlent d'une seule voix.

Venise, où il a été présenté en avant-première mondiale, et il est sorti à Toronto, au Canada, en Allemagne, en Espagne, à Dubaï, en Égypte, en Jordanie, au Maroc ou encore en Mauritanie.

Et il a obtenu le Prix du public au 39^e Festival du film méditerranéen, à Bastia...

Cette récompense nous a beaucoup touchés ! On a senti énormément d'amour, de questionnements et d'intérêt de la part du public. C'est la première fois que l'on se sent aussi bien au sein d'un festival. D'habitude, on sort de notre hôtel pour présenter notre film, puis on y rentre, mais ici, on a passé le plus clair de notre temps avec les gens, à discuter, à faire de nouvelles rencontres, à se balader. On a donc décidé de dédier notre prix au public bastiais, vraiment exceptionnel, afin de le remercier pour son chaleureux accueil. On espère bien revenir en Corse avec notre prochain film !

Parlez-nous de votre prochain projet.

Notre troisième long-métrage, *Once Upon A Time In Gaza*, sera un western. Notre parti pris est de ne pas parler de guerre, mais de vie, dans un territoire où la mémoire a été détruite par le conflit. Ce western clôturera la trilogie consacrée à Gaza. Notre cinéma est une déclaration d'amour constante à cette ville et à ses habitants, qui nous inspirent plus que jamais avec force. ■